

**Zeitschrift:** Schweizerisches Handelsamtsblatt = Feuille officielle suisse du commerce = Foglio ufficiale svizzero di commercio  
**Herausgeber:** Staatssekretariat für Wirtschaft  
**Band:** 87 (1969)  
**Heft:** 5

**Heft**

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 30.03.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**



# Schweizerisches Handelsamtsblatt

## Feuille officielle suisse du commerce

### Foglio ufficiale svizzero di commercio

Bern, Mittwoch 8. Januar 1969  
Berne, mercredi 8 janvier 1969

35

Erscheint täglich, ausgenommen an Sonn- und Feiertagen  
Parait tous les jours, les dimanches et jours de fête exceptés

87. Jahrgang  
87<sup>e</sup> année

N° 5

Redaktion und Administration: Effingerstr. 3, 3000 Bern. ☎ (031) 61 20 00 (Eidg. Amt für das Handelsregister ☎ (031) 61 26 40) - Im Inland kann nur durch die Post abonniert werden. Preise: Schweiz: Kalenderjahr Fr. 30.50, halbjährlich Fr. 18.50, Ausland: jährlich Fr. 40.-, Einzelnummer 25 Rp. (plus Porto) - Annoncenregie: Publicitas AG - Inserionsstarif: 28 Rp. (Ausland 33 Rp.) die einspaltige Millimeterzelle oder deren Raum.  
Rédaction et administration: Effingerstr. 3, 3000 Berne. ☎ (031) 61 20 00 (Office féd. du registre du commerce ☎ (031) 61 26 40) - En Suisse, les abonnements ne peuvent être pris qu'à la poste. Prix: Suisse: année cv. fr. 50; un semestre 18 fr. 50; étranger 40 fr. par an. Prix du numéro 25 ct. (port en sus) - Régie des annonces: Publicitas S.A. - Tarif d'insertion: 28 ct. (étranger 33 ct.) la ligne de colonne d'un millimètre ou son espace.

#### N° 5 Inhalt - Sommaire - Sommario

##### Amtlicher Teil - Partie officielle - Parte ufficiale

Konkurse und Nachlassverträge. - Faillites et concordats. - Fallimenti e concordati.  
Handelsregister. - Registre du commerce. - Registro di commercio.  
Swissimmobil 1961, Anlagensfonds für schweizerische Immobilienwerte, Zürich/Basel.  
Haier's Schuh AG., in Kreuzlingen.  
Planus AG., Zürich.  
Bilanzen. - Bilans. - Bilanci.

##### Mitteilungen - Communications - Comunicazioni

BRB über die Entrichtung von Monopolgebühren. - ACF réglant la perception des droits de monopole.  
Verfügung des EFZD über die Ermässigung der Gebühr bei der Zollrück- erstattung auf Treibstoff zu land-, forst- und fischereiwirtschaftlichen Zwecken. - Ordinance du DFFD concernant la réduction de l'émolument à percevoir lors du remboursement des redevances douanières sur les carburants utilisés à des fins agricoles, sylvoicoles et piscicoles. - Ordinanza del DFFD concernente la riduzione della tassa di rimborso riscossa all'atto della restituzione dei tributi doganali sui carburanti impiegati nell'economia agricola, forestale e ittica.  
Devisenkurse für den gebundenen Zahlungsverkehr mit dem Ausland (Liste Nr. 449).  
Auslands-Postüberweisungsdienst. - Service international des virements postaux.  
Neuauflage der EFTA-Dokumentation.

##### Amtlicher Teil - Partie officielle - Parte ufficiale

#### Konkurse - Faillites - Fallimenti

##### Konkurrenzeröffnungen - Ouvertures de faillites

(SchKG. 231, 232; VZG. vom 23. April 1920, Art. 29, II und III, 123) (L.P. 231, 232; O.T. féd. du 23 avril 1920, art. 29, II et III, 123)

Die Gläubiger der Gemeinschafts- und alle Personen, die auf in Händen eines Gemeinschuldners befindliche Vermögensstücke Anspruch machen, werden aufgefordert, binnen der Eingabefrist ihre Forderungen oder Ansprüche unter Erlegung der Beweismittel (Schuld- schein, Buchauszüge usw.) in Original oder amtlich beglaubigter Abschrift dem betreffenden Konkursamt einzugeben. Mit der Eröffnung des Konkurses hört gegenüber dem Gemeinschuldner der Zinsenlauf für alle Forderungen, mit Ausnahme der pfandversicherten, auf (SchKG. 209).

Die Grundpfandgläubiger haben ihre Forderungen in Kapital, Zinsen und Kosten zerlegt anzumelden und gleichzeitig auch anzugeben, ob die Kapitalforderung schon fällig oder gekündigt sei, allfällig für welchen Betrag und auf welchen Termin.

Die Inhaber von Dienstbarkeiten, welche unter dem früheren kantonalen Recht ohne Eintragung in die öffentlichen Bücher entstanden sind, werden aufgefordert, diese Rechte unter Einlegung allfälliger Beweismittel in Original oder amtlich beglaubigter Abschrift binnen 20 Tagen beim Konkursamt einzugeben. Die nicht angemeldeten Dienstbarkeiten können gegenüber einem gültiglichen Erwerber des belasteten Grundstückes nicht mehr geltend gemacht werden, soweit es sich nicht um Rechte handelt, die auch nach dem Zivilgesetzbuch ohne Eintragung in das Grundbuch dinglich wirksam sind.

Desgleichen haben die Schuldner der Gemeinschafts- und alle Personen, die auf in Händen eines Gemeinschuldners befindliche Vermögensstücke Anspruch machen, werden aufgefordert, binnen der Eingabefrist ihre Forderungen oder Ansprüche unter Erlegung der Beweismittel (Schuld- schein, Buchauszüge usw.) in Original oder amtlich beglaubigter Abschrift dem betreffenden Konkursamt einzugeben. Mit der Eröffnung des Konkurses hört gegenüber dem Gemeinschuldner der Zinsenlauf für alle Forderungen, mit Ausnahme der pfandversicherten, auf (SchKG. 209).

Les créanciers du failli et tous ceux qui ont des revendications à exercer sont invités à produire, dans le délai fixé pour les productions, leurs créances ou revendications à l'office et à lui remettre leurs moyens de preuve (titres, extraits de livres, etc.) en original ou en copie authentique. L'ouverture de la faillite arrête, à l'égard du failli, le cours des intérêts de toute créance non garantie par gage (L.P. 209).

Les titulaires de créances garanties par gage immobilier doivent annoncer leurs créances en indiquant séparément le capital, les intérêts et les frais, et dire également si le capital est déjà échu ou dénoncé au remboursement, pour quel montant et pour quelle date.

Les titulaires de servitudes nées sous l'empire de l'ancien droit cantonal sans inscription aux registres publics et non encore inscrites sont invités à produire leurs droits à l'office des faillites dans les 20 jours, en joignant à cette production les moyens de preuve qu'ils possèdent, en original ou en copie certifiée conforme. Les servitudes qui n'auront pas été annoncées ne seront pas opposables à un acquéreur de bonne foi de l'immeuble grevé, à moins qu'il ne s'agisse de droits qui, d'après le Code civil également, produisent des effets de nature réelle même en l'absence d'inscription au registre foncier.

Les débiteurs du failli sont tenus de s'annoncer sous les peines de droit dans le délai fixé pour les productions.

Les créanciers du failli et tous ceux qui ont des revendications à exercer sont invités à produire, dans le délai fixé pour les productions, leurs créances ou revendications à l'office et à lui remettre leurs moyens de preuve (titres, extraits de livres, etc.) en original ou en copie authentique. L'ouverture de la faillite arrête, à l'égard du failli, le cours des intérêts de toute créance non garantie par gage (L.P. 209).

Les titulaires de créances garanties par gage immobilier doivent annoncer leurs créances en indiquant séparément le capital, les intérêts et les frais, et dire également si le capital est déjà échu ou dénoncé au remboursement, pour quel montant et pour quelle date.

Les titulaires de servitudes nées sous l'empire de l'ancien droit cantonal sans inscription aux registres publics et non encore inscrites sont invités à produire leurs droits à l'office des faillites dans les 20 jours, en joignant à cette production les moyens de preuve qu'ils possèdent, en original ou en copie certifiée conforme. Les servitudes qui n'auront pas été annoncées ne seront pas opposables à un acquéreur de bonne foi de l'immeuble grevé, à moins qu'il ne s'agisse de droits qui, d'après le Code civil également, produisent des effets de nature réelle même en l'absence d'inscription au registre foncier.

Les débiteurs du failli sont tenus de s'annoncer sous les peines de droit dans le délai fixé pour les productions.

Les créanciers du failli et tous ceux qui ont des revendications à exercer sont invités à produire, dans le délai fixé pour les productions, leurs créances ou revendications à l'office et à lui remettre leurs moyens de preuve (titres, extraits de livres, etc.) en original ou en copie authentique. L'ouverture de la faillite arrête, à l'égard du failli, le cours des intérêts de toute créance non garantie par gage (L.P. 209).

Les titulaires de créances garanties par gage immobilier doivent annoncer leurs créances en indiquant séparément le capital, les intérêts et les frais, et dire également si le capital est déjà échu ou dénoncé au remboursement, pour quel montant et pour quelle date.

Les titulaires de servitudes nées sous l'empire de l'ancien droit cantonal sans inscription aux registres publics et non encore inscrites sont invités à produire leurs droits à l'office des faillites dans les 20 jours, en joignant à cette production les moyens de preuve qu'ils possèdent, en original ou en copie certifiée conforme. Les servitudes qui n'auront pas été annoncées ne seront pas opposables à un acquéreur de bonne foi de l'immeuble grevé, à moins qu'il ne s'agisse de droits qui, d'après le Code civil également, produisent des effets de nature réelle même en l'absence d'inscription au registre foncier.

Les débiteurs du failli sont tenus de s'annoncer sous les peines de droit dans le délai fixé pour les productions.

Les créanciers du failli et tous ceux qui ont des revendications à exercer sont invités à produire, dans le délai fixé pour les productions, leurs créances ou revendications à l'office et à lui remettre leurs moyens de preuve (titres, extraits de livres, etc.) en original ou en copie authentique. L'ouverture de la faillite arrête, à l'égard du failli, le cours des intérêts de toute créance non garantie par gage (L.P. 209).

Les titulaires de créances garanties par gage immobilier doivent annoncer leurs créances en indiquant séparément le capital, les intérêts et les frais, et dire également si le capital est déjà échu ou dénoncé au remboursement, pour quel montant et pour quelle date.

Les titulaires de servitudes nées sous l'empire de l'ancien droit cantonal sans inscription aux registres publics et non encore inscrites sont invités à produire leurs droits à l'office des faillites dans les 20 jours, en joignant à cette production les moyens de preuve qu'ils possèdent, en original ou en copie certifiée conforme. Les servitudes qui n'auront pas été annoncées ne seront pas opposables à un acquéreur de bonne foi de l'immeuble grevé, à moins qu'il ne s'agisse de droits qui, d'après le Code civil également, produisent des effets de nature réelle même en l'absence d'inscription au registre foncier.

Les débiteurs du failli sont tenus de s'annoncer sous les peines de droit dans le délai fixé pour les productions.

Les créanciers du failli et tous ceux qui ont des revendications à exercer sont invités à produire, dans le délai fixé pour les productions, leurs créances ou revendications à l'office et à lui remettre leurs moyens de preuve (titres, extraits de livres, etc.) en original ou en copie authentique. L'ouverture de la faillite arrête, à l'égard du failli, le cours des intérêts de toute créance non garantie par gage (L.P. 209).

Les titulaires de créances garanties par gage immobilier doivent annoncer leurs créances en indiquant séparément le capital, les intérêts et les frais, et dire également si le capital est déjà échu ou dénoncé au remboursement, pour quel montant et pour quelle date.

Les titulaires de servitudes nées sous l'empire de l'ancien droit cantonal sans inscription aux registres publics et non encore inscrites sont invités à produire leurs droits à l'office des faillites dans les 20 jours, en joignant à cette production les moyens de preuve qu'ils possèdent, en original ou en copie certifiée conforme. Les servitudes qui n'auront pas été annoncées ne seront pas opposables à un acquéreur de bonne foi de l'immeuble grevé, à moins qu'il ne s'agisse de droits qui, d'après le Code civil également, produisent des effets de nature réelle même en l'absence d'inscription au registre foncier.

Les débiteurs du failli sont tenus de s'annoncer sous les peines de droit dans le délai fixé pour les productions.

Les créanciers du failli et tous ceux qui ont des revendications à exercer sont invités à produire, dans le délai fixé pour les productions, leurs créances ou revendications à l'office et à lui remettre leurs moyens de preuve (titres, extraits de livres, etc.) en original ou en copie authentique. L'ouverture de la faillite arrête, à l'égard du failli, le cours des intérêts de toute créance non garantie par gage (L.P. 209).

Les titulaires de créances garanties par gage immobilier doivent annoncer leurs créances en indiquant séparément le capital, les intérêts et les frais, et dire également si le capital est déjà échu ou dénoncé au remboursement, pour quel montant et pour quelle date.

Les titulaires de servitudes nées sous l'empire de l'ancien droit cantonal sans inscription aux registres publics et non encore inscrites sont invités à produire leurs droits à l'office des faillites dans les 20 jours, en joignant à cette production les moyens de preuve qu'ils possèdent, en original ou en copie certifiée conforme. Les servitudes qui n'auront pas été annoncées ne seront pas opposables à un acquéreur de bonne foi de l'immeuble grevé, à moins qu'il ne s'agisse de droits qui, d'après le Code civil également, produisent des effets de nature réelle même en l'absence d'inscription au registre foncier.

Les débiteurs du failli sont tenus de s'annoncer sous les peines de droit dans le délai fixé pour les productions.

Kt. Zürich - Konkursamt, 8910 Affoltern a. A. (2)

Gemeinschuldnerin: Leuthard René & Co., «Tuttoplast», Kollektivgesellschaft mit Sitz in Affoltern a. A., Tannholzstrasse 999. Büro: Steinstrasse 37, 8036 Zürich. Vertretung in gespritzten, tiefgezogenen, geblasenen und hochfrequenz-geschweisten Plastikartikeln für Industrie, Gewerbe und Haushalt.  
Datum der Konkurseröffnung: 29. November 1968.  
Erste Gläubigerversammlung: Freitag, den 20. Dezember 1968, im Büro des Konkursamtes Affoltern a. A.  
Eingabefrist: bis 15. Januar 1969.

Kt. Bern - Konkursamt, 3270 Aarberg (20)

Gemeinschuldner: Trachsel Karl, geb. 1926, von Frutigen, Schreiner und Konsolenhersteller, Grossaffoltern.  
Datum der Konkurseröffnung: 9. Dezember 1968.  
Summarisches Verfahren, Art. 231 SchKG.  
Eingabefrist: bis 28. Januar 1969.

Kt. Bern - Konkursamt, 3400 Burgdorf (28)

Gemeinschuldner: Allenbach-Rothén Jakob, Bauunternehmer, Kalchhofenstrasse 41, 3415 Hasle bei Burgdorf.  
Eigentümer folgender Grundstücke: Hasle-Grundbuchblatt Nr. 358.  
Datum der Konkurseröffnung: 13. Dezember 1968.  
Erste Gläubigerversammlung: Donnerstag, den 16. Januar 1969, 14.15 Uhr, im Konferenzzimmer des Konkursamtes Burgdorf, Poststrasse 9, 1. Stock.  
Eingabefrist: bis 8. Februar 1969.

Kt. St. Gallen - Konkursamt See, 8640 Rapperswil (25)

Gemeinschuldner: Oertly Hans, Gartenbau, obere Bahnhofstrasse, Rapperswil.  
Konkurseröffnung: 22. November 1968.  
Ordentliches Verfahren, Art. 232 SchKG.  
Erste Gläubigerversammlung: Samstag, den 11. Januar 1969, 10 Uhr, Restaurant «Rathaus», Rapperswil.  
Eingabefrist: für Forderungen bis 7. Februar 1969.

Ct. de Vaud - Office des faillites, 1000 Lausanne (21)

Faillie: Galeries de la Riponne S.A., appareils radio, TV, lustrerie, appareils ménagers, place de la Riponne 10, à Lausanne.  
Date du prononcé: 30 décembre 1968.  
Première assemblée des créanciers: le mardi 21 janvier 1969, à 14 heures 30, dans l'une des salles du Palais de justice de Montbenon (entrée Est).  
Délai pour les productions: 8 février 1969.

#### Einstellung des Konkursverfahrens

(SchKG. 230)

#### Suspension de la liquidation

(L.P. 230)

Kt. Zürich - Konkursamt Unterstrass-Zürich, 8042 Zürich (22)

Einstellung einer konkursamtlichen Nachlassliquidation  
Ueber den Nachlass des Eichenberger Rudolf, Dr. iur., geb. 1. Juni 1912, von Beinwil am See, gestorben 22. August 1968, wohnhaft gewesen Hofwiesenstrasse 200, 8057 Zürich, ist durch Verfügung des Konkursrichters des Bezirksgerichtes Zürich vom 13. Dezember 1968, die konkursamtliche Liquidation angeordnet, das Verfahren aber mit Verfügung dieses Richters am 20. Dezember 1968 mangels Aktiven wieder eingestellt worden.  
Sofern nicht ein Gläubiger bis zum 18. Januar 1969 die Durchführung des Verfahrens begehrt, sich gleichzeitig zur Übernahme des ungedeckten Teils der Verfahrenskosten verpflichtet und daran vorläufig einen Barvorschuss von Fr. 900.- leistet, gilt das Verfahren als geschlossen.

Ct. de Genève - Office des faillites, 1200 Genève (29)

La liquidation par voie de faillite ouverte contre Madame Batscher Rose-Marie, barmaid, domiciliée 35, rue Daubin, à Genève, par ordonnance rendue le 13 décembre 1968, par le Tribunal de première instance a été, ensuite de constatation de défaut d'actif, suspendue le 6 janvier 1969, par décision du juge de la faillite.  
Si aucun créancier ne demande d'ici au lundi 20 janvier 1969 la continuation de la liquidation, en faisant l'avance des frais nécessaire en Fr. 1200.-, la faillite sera clôturée.

#### Kollokationsplan - État de collocation

(SchKG. 249-251)

(L.P. 249-251)

Der ursprüngliche oder abgeänderte Kollokationsplan erwächt in Rechtskraft, falls er nicht binnen zehn Tagen vor dem Konkursgericht angefochten wird.  
L'état de collocation, original ou rectifié, passe en force, s'il n'est attaqué dans les dix jours par une action intentée devant le juge qui a prononcé la faillite.

Ct. de Vaud - Office des faillites de Lavaux, 1096ully (23)

Modification à l'état de collocation  
Failli: Paschoud Jacques, quincailleur, Grand-Rue 38, Lutry.  
Date du dépôt: 8 janvier 1969.  
Suite de l'admission en 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> classes d'une créance résultant d'une procédure transactionnelle, l'état de collocation modifié de cette faillite est déposé pendant 10 jours à l'office des faillites de Lavaux où il peut être consulté.  
Les actions en contestation doivent être introduites jusqu'au 18 janvier 1969, sinon l'état de collocation modifié sera considéré comme accepté.

Ct. du Valais - Office des faillites d'Entremont, 1931 Vollèges (26)

Etat de collocation modifié à la suite d'une production tardive  
Faillie: Succession répudiée de Gaillard Gilbert, d'Aloys, Verbier.  
L'état de collocation modifié des créanciers de la faillite susindiquée peut être consulté à l'office précité. Les actions en contestation de l'état de collocation doivent être introduites dans les 10 jours à dater de cette publication, sinon l'état de collocation sera considéré comme accepté.  
Il s'agit d'une créance de Fr. 338.- admise en 5<sup>e</sup> classe pour ce montant.

Ct. de Genève - Office des faillites, 1200 Genève (30)

L'état de collocation de la faillite de Supercarwash S.A., achat, vente, financement, montage et exploitation d'installations de lavage pour tous genres de véhicules - achat, vente de tous produits se rapportant à la branche des transports en général - 19, rue de la Croix d'Or, Genève; c/o Omnifiduciaire S.A., Genève, peut être consulté à l'office précité. Les actions en contestation de l'état de collocation doivent être introduites dans les dix jours à dater de cette publication, sinon il sera considéré comme accepté.

#### Schluss des Konkursverfahrens - Clôture de faillite

(SchKG. 268)

(L.P. 268)

Kt. Zürich - Konkursamt Riesbach-Zürich, 8008 Zürich (27)

Das Konkursverfahren über die Pro Labor, Genossenschaft, Zürich 8, ist mit Verfügung des Konkursrichters des Bezirksgerichtes Zürich vom 24. Dezember 1968 als geschlossen erklärt worden.

Kt. Bern - Konkursamt, 3312 Fraubrunnen (31)

Das Konkursverfahren über Ramminger Jean Charles, unbeschränkt haftender Gesellschafter der Fa. Ramminger & Co., Meisenweg 7, 3322 Schönbühl, ist durch Verfügung des Konkursrichters von Fraubrunnen vom 30. Dezember 1968 als geschlossen erklärt worden.

Ct. de Vaud - Office des faillites, 1000 Lausanne (24)

Le président du Tribunal du district de Lausanne a prononcé la clôture des faillites suivantes:  
Faillies:  
1° Fretz Robert, revêtements de sols, chemin de Pierrefleur 22, Lausanne, domicilié à Romanet, le 5 décembre 1968.  
2° Lob Edmond, confection, avenue des Bergières 20, actuellement chemin du Grey 49, à Lausanne, le 11 décembre 1968.

#### Widerruf des Konkurses - Révocation de la faillite

(SchKG. 195, 196; 317)

(L.P. 195, 196; 317)

Kt. St. Gallen - Konkursamt Unterthal, 9430 St. Margrethen (32)

Mit Verfügung vom 31. Dezember 1968 hat der Konkursrichter des Bezirks Unterthal den am 22. April 1968 über Krapf Josef, Transporte, Altenheim, eröffneten Konkurs widerrufen und den Schuldner in die Verfügung über sein Vermögen wieder eingesetzt, nachdem ein gerichtlich bestätigter Nachlassvertrag zustande gekommen ist.

#### Nachlassverträge - Concordats - Concordati

Proroga della moratoria

(L.E.F. 295, 4<sup>o</sup> capoverso)

Ct. Ticino - Circondario della Leventina (33)

Con decreto del 31 dicembre 1968 la pretura di Leventina ha prorogato di due mesi la moratoria concessa il 24 ottobre 1968, alle ditte Vitali Bruno & Co., Bodio.  
L'adunanza dei creditori è quindi rinviata al 21 aprile 1969 e avrà luogo alle ore 15, nell'aula delle udienze civili della pretura di Leventina.  
Esame degli atti: 10 giorni prima dell'adunanza presso gli uffici della Amco Fiduciaria S.A., a Faido.

6760 Faïdo, 2 gennaio 1969 Il commissario del concordato: lic. rer. oec. Alfredo Tosi

#### Délibération sur l'homologation de concordat

(L.P. 304, 317)

Die Gläubiger können ihre Einwendungen gegen den Nachlassvertrag in der Verhandlung anbringen.  
Les opposants au concordat peuvent se présenter à l'audience pour faire valoir leurs moyens d'opposition.

Ct. de Vaud - Tribunal du district, Vevey (34)

Requérant: Rauber S.A., instruments de musique, Montreux.  
Audience: mardi 21 janvier 1969, 11 heures 15, à Vevey, rue du Simphon 38, salle du Tribunal, bâtiment de la police.  
1800 Vevey, le 6 janvier 1969 Le président du Tribunal: A. Loude

#### Homologation du concordat

(L.P. 306, 308, 317)

Ct. de Genève - Tribunal de première instance, Genève (35)

Par jugement du mardi 10 décembre 1968, le Tribunal a homologué le concordat proposé par la S.A. Frigo-Air, entreprise de ventilation, climatisation et installations frigorifiques, ayant son siège, rue de Bâle, 16, Genève, à ses créanciers.  
Le Tribunal a, en outre, imparté un délai de vingt jours aux créanciers, dont les créances ont été contestées pour introduire action en conformité de l'art. 310 L.P.D.

1200 Genève, le 6 janvier 1969

P. Guillot, commis-greffier

## Handelsregister - Registre du commerce

## Registro di commercio

## Kantone / Cantons / Cantoni:

Zürich, Bern, Luzern, Uri, Solothurn, Basel-Landschaft, Schaffhausen, Appenzel A.-Rh., Appenzel L.-Rh., St. Gallen, Vaud, Valais, Neuchâtel, Genève.

## Zürich - Zurich - Zurigo

24. Dezember 1968. **Varia-Trade AG**, in Zürich. Unter dieser Firma besteht auf Grund der Statuten vom 6. Dezember 1968 eine Aktiengesellschaft. Sie bezweckt den Import und den Export von und den Handel mit Waren aller Art und kann auch Liegenschaften erwerben und verkaufen, sich an ähnlichen Unternehmungen beteiligen. Das Grundkapital beträgt Fr. 50 000, ist zerlegt in 50 Namenaktien zu Fr. 1000 und ist mit Fr. 20 000 einbezahlt. Publikationsorgan ist das Schweizerische Handelsamtsblatt. Der Verwaltungsrat besteht aus einem bis drei Mitgliedern. Einziges Mitglied mit Einzelunterschrift ist Jean Plancherel, von Bussy, in Meilen. Geschäftsdomizil: Mythenquai 26 in Zürich 2 (Büro RA Jean Plancherel).
24. Dezember 1968. **Bauten**. Kurt Walti, in Thalwil (SHAB. Nr. 69 vom 24. 3. 1954, S. 764). Bauunternehmung für Hoch- und Tiefbau. Diese Firma ist infolge Uebergehens des Geschäftes mit denjenigen Aktiven und Passiven, die in der Uebernahmebilanz vom 31. Dezember 1967 enthalten sind, an die «Walti AG», in Thalwil, erloschen.
24. Dezember 1968. **Bauten**. Kurt Walti, Zweigniederlassung in Oberrieden, mit Hauptsitz in Thalwil (SHAB. Nr. 99 vom 1. 5. 1959, S. 1246). Bauunternehmung für Hoch- und Tiefbau. Infolge Löschung der Firma am Hauptsitz wird der Eintrag über diese Zweigniederlassung von Amtes wegen gelöscht.
24. Dezember 1968. **Hoch- und Tiefbau**. Walti AG, in Thalwil. Unter dieser Firma besteht auf Grund der Statuten vom 4. Dezember 1968 eine Aktiengesellschaft. Zweck der Gesellschaft sind Betrieb einer Hoch- und Tiefbauunternehmung, Beteiligungen an ähnlichen Unternehmungen, An- und Verkauf von Liegenschaften sowie Durchführung aller damit zusammenhängenden Finanzoperationen. Der Geschäftsbetrieb erstreckt sich auf das In- und Ausland. Das Grundkapital beträgt Fr. 800 000, ist zerlegt in 800 Namenaktien zu Fr. 1000 und ist mit Fr. 400 000 liberiert. Die Gesellschaft erwirbt das Geschäft der Einzelfirma «Kurt Walti» in Thalwil mit denjenigen Aktiven und Passiven, die in der Uebernahmebilanz vom 31. Dezember 1967 enthalten sind, nämlich Aktiven im Betrage von Franken 6 785 102.14 und Passiven im Betrage von Fr. 6 331 438.19, zum Preise von Fr. 453 663.95, von welchem Fr. 399 000 auf das Grundkapital in Anrechnung gebracht werden. Andere als die in der erwähnten Uebernahmebilanz aufgeführten Aktiven und Passiven übernimmt die Gesellschaft nicht. Publikationsorgan ist das Schweizerische Handelsamtsblatt. Mitteilungen an die Aktionäre erfolgen durch eingeschriebenen Brief. Der Verwaltungsrat besteht aus höchstens drei Mitgliedern. Einziges Mitglied mit Einzelunterschrift ist Kurt Walti, von Seon, in Thalwil. Geschäftsdomizil: Zürichstrasse 73.
24. Dezember 1968. **Royal-Wohnbau AG**, in Zürich. Unter dieser Firma besteht auf Grund der Statuten vom 6. Dezember 1968 eine Aktiengesellschaft. Zweck der Gesellschaft sind in erster Linie Bau, insbesondere von Wohnhäusern und Geschäftshäusern, sowie ferner An- und Verkauf von Grundstücken und Liegenschaften aller Art und Übernahme von Generalunternehmungen. Die Gesellschaft kann sich an anderen Unternehmungen der gleichen oder ähnlicher Branchen beteiligen. Das Grundkapital beträgt Fr. 100 000. Es ist zerlegt in 100 Namenaktien zu Fr. 1000 und ist mit Fr. 30 000 einbezahlt. Publikationsorgan ist das Schweizerische Handelsamtsblatt. Die Mitteilungen an die Aktionäre erfolgen durch eingeschriebenen Brief. Der Verwaltungsrat besteht aus einem bis fünf Mitgliedern. Einziges Mitglied ist Heinrich Weiss, von und in Affoltern am Albis; er führt Einzelunterschrift. Geschäftsdomizil: Hohlstrasse 35 in Zürich 4.
24. Dezember 1968. **Damenkleider**. Helmut-Couture GmbH, in Zürich 1 (SHAB. Nr. 298 vom 20. 12. 1961, S. 3695). Herstellung und Verkauf von Damenkleidern usw. Die Gesellschafterversammlung vom 16. Dezember 1968 hat die Statuten abgeändert. Das Stammkapital ist von Fr. 20 000 auf Fr. 30 000 erhöht worden, indem sowohl die Stammeinlage der Gesellschafterin «J. Baumann G.m.b.H. Buchhaltungen und Steuerberatungen», deren Firma nun «J. Baumann G.m.b.H.» lautet, als auch die Stammeinlage des Gesellschafters Helmut Wolf von je Fr. 10 000 auf je Fr. 15 000 erhöht wurden. Der Geschäftsführer Jakob Baumann wohnt nun in Oetwil am See.
24. Dezember 1968. **Apparate für Rationalisierung**. Walter Rentsch A.G., in Zürich 5 (SHAB. Nr. 295 vom 16. 12. 1966, S. 3995). An- und Verkauf von Apparaten und Maschinen zur Rationalisierung usw. Die Generalversammlung vom 13. Dezember 1968 hat die Statuten geändert. Durch Ausgabe von 100 neuen Namenaktien zu Fr. 5000 ist das Grundkapital von Fr. 500 000 auf Fr. 1 000 000 erhöht worden. Vom Erhöhungsbetrag sind Fr. 450 000 durch Verrechnung liberiert worden. Das Grundkapital ist zerlegt in 250 Namenaktien zu Fr. 1000 und 150 Namenaktien zu Fr. 5000 und ist voll liberiert. Kollektivprokura zu zweien ist erteilt an Hansruedi Widmer, von Winterthur, in Basel; er zeichnet für das Gesamtunternehmen.
24. Dezember 1968. **Tolas Vertretungs-AG**, in Zürich 1 (SHAB. Nr. 59 vom 11. 3. 1966, S. 811). Vertretungen für Erzeugnisse der Eisen- und Stahlindustrie usw. Die Generalversammlung vom 18. Dezember 1968 hat die Statuten geändert. Durch Ausgabe von 300 Namenaktien zu Fr. 1000 ist das Grundkapital von Fr. 700 000 auf Fr. 1 000 000, zerlegt in 1000 Namenaktien zu Fr. 1000, erhöht worden. Der Erhöhungsbetrag ist durch Verrechnung liberiert worden. Das Grundkapital ist voll liberiert.
24. Dezember 1968. **Lebensmittel**. Gustav Gerlg & Co. AG., in Zürich 6 (SHAB. Nr. 258 vom 3. 11. 1967, S. 3641). Handel mit Lebensmitteln und Waren aller Art usw. Die Generalversammlung vom 2. Dezember 1968 hat die Statuten geändert. 26 der 200 Aktien, die bisher alle auf Fr. 1000 lauteten, sind in 260 Aktien zu Fr. 100 zerlegt worden. Somit ist das voll liberierte Grundkapital nun in 174 Namenaktien zu Fr. 1000 und in 260 Namenaktien zu Fr. 100 zerlegt.
24. Dezember 1968. **Pharmazeut. Produkte usw.** Merck, Sharp & Dohme A.G., in Zürich 8 (SHAB. Nr. 232 vom 3. 10. 1968, S. 2131). Die Generalversammlung vom 12. Dezember 1968 hat die Statuten geändert. Zweck der Gesellschaft sind nun Kauf und Verkauf von pharmazeutischen Spezialitäten und Stoffen jeglicher Art auf dem human- und tiermedizinischen Gebiet sowie Chemikalien jeglicher Art, direkte oder indirekte Beteiligungen an ähnlichen oder verwandten Unternehmungen oder Vertretung solcher Unternehmungen sowie Koordination, Ueberwachung und Förderung von Tochtergesellschaften, nahestehenden Gesellschaften, Handelsvertretern und Lizenznehmern von Merck & Co. Inc., Rahway, N.J., USA, in Europa, im Nahen Osten und in Nordafrika.

24. Dezember 1968. **Litrewa-Maschinen-Handels AG**, in Zürich 11 (SHAB. Nr. 24 vom 30. 1. 1968, S. 197). Handel mit Werkzeugmaschinen usw. Diese Firma wird infolge Verlegung des Sitzes nach Bolligen (SHAB. Nr. 285 vom 4. 12. 1968, S. 2628), im Handelsregister des Kantons Zürich von Amtes wegen gelöscht.
24. Dezember 1968. **Grundstücke**. Sagenmatt AG, Zürich, in Zürich 2 (SHAB. Nr. 236 vom 9. 10. 1967, S. 3341). Kauf und Verkauf von Liegenschaften und Grundstücken aller Art usw. Diese Firma wird infolge Verlegung des Sitzes nach Luzern (SHAB. Nr. 295 vom 16. 12. 1968, S. 2718), im Handelsregister des Kantons Zürich von Amtes wegen gelöscht.
24. Dezember 1968. **Dator AG für Datenerfassung**, in Zürich 2 (SHAB. Nr. 232 vom 3. 10. 1968, S. 2131). Betrieb einer Dienstleistungsstelle für die Erfassung von Daten usw. Diese Firma wird infolge Verlegung des Sitzes nach Windisch (SHAB. Nr. 293 vom 13. 12. 1968, S. 2802), im Handelsregister des Kantons Zürich von Amtes wegen gelöscht.
24. Dezember 1968. **Unterstützungen**. Virtute A.-G., in Zürich 1 (SHAB. Nr. 12 vom 16. 1. 1967, S. 173). Unterstützung der Verbreitung der katholischen Religion durch Unterricht, Erziehung usw. Diese Firma wird infolge Verlegung des Sitzes nach Lausanne (SHAB. Nr. 284 vom 3. 12. 1968, S. 2619), im Handelsregister des Kantons Zürich von Amtes wegen gelöscht.
24. Dezember 1968. **Syndikat Schweizerischer Zahnärzte (Syndicat des Médecins-Dentistes Suisses)**, in Zürich 1, Genossenschaft (SHAB. Nr. 217 vom 18. 9. 1959, S. 2582). Dr. Max Baumann, Dr. Arnold Gaerny, Dr. Erich Sikemeier und Dr. Fritz Heimrod sind aus dem Verwaltungsrat ausgeschieden; ihre Unterschriften sind erloschen. Dr. Marc Frey ist nicht mehr Protokollaktuar, sondern Vizepräsident der Verwaltung; er führt weiter Kollektivunterschrift zu zweien. Neues Geschäftsdomizil: Nüscherstrasse 31 in Zürich 1 (bei der Medidentia AG.). Die Genossenschaft hat nicht mehr ein separates Rechtsdomizil.
24. Dezember 1968. **Gisperezi**. Ernst Maggi, in Wädenswil (SHAB. Nr. 10 vom 13. 1. 1949, S. 126). Gisperezi-Geschäft. Diese Firma ist infolge Todes des Inhabers und Geschäftsüberganges erloschen.
24. Dezember 1968. **Rico Maggi, Gisperezi-Geschäft**, in Wädenswil. Inhaber dieser Firma ist Rico Maggi, von Castel S. Pietro TI und Wädenswil, in Wädenswil Gisperezi-Geschäft. Eidmattstrasse 13.
24. Dezember 1968. **Klimaanlagen**. H. Leuenberger, in Urdorf. Inhaber dieser Firma ist Hans Leuenberger, von Melchnau BE, in Urdorf. Verkauf von Klimaanlagen und Raumklimageräten. In der Weid 5.
24. Dezember 1968. **Maschinen**. A.R. Weber AG (A.R. Weber SA), in Zürich 8 (SHAB. Nr. 126 vom 31. 5. 1968, S. 1167). Handel mit Maschinen und Anlagen, insbesondere auf dem Gebiete der Kunststoffe und der Chemie im allgemeinen usw. Das Grundkapital von Fr. 250 000 ist nun voll liberiert.
24. Dezember 1968. **René Stutz, Tankenschutz**, bisher in Dübendorf (SHAB. Nr. 188 vom 14. 8. 1967, S. 2726). Installation und Verkauf von Tankanlagen usw. Die Firma hat den Sitz nach Zürich verlegt. Die Unterschrift von Verena Stutz-Rüti ist erloschen. Einzelprokura für das Gesamtunternehmen ist erteilt an Margrit Bachmann, von Bischofszell, Wuppenau und Oberbüren, in Dübendorf. Geschäftsdomizil: Winterthurerstrasse 52.
24. Dezember 1968. **Maschinen**. Gebrüder Sulzer, Aktiengesellschaft (Sulzer Frères, Société Anonyme) (Sulzer Brothers, Limited) (Fratelli Sulzer, Società Anonima), in Winterthur 1 (SHAB. Nr. 277 vom 25. 11. 1968, S. 2549). Betrieb von Maschinenfabriken usw. Dr. Max Trechsel, bisher Vizedirektor, ist zum Direktor ernannt worden; er führt weiter Kollektivunterschrift zu zweien für das Gesamtunternehmen. Dr. Jean Bacher, bisher Vizedirektor, ist zum Direktor ernannt worden; er führt weiter Kollektivunterschrift zu zweien, beschränkt auf den Geschäftskreis des Hauptsitzes. Ferner ist zum Direktor mit Kollektivunterschrift zu zweien, beschränkt auf den Geschäftskreis des Hauptsitzes, ernannt worden Jakob Kägi, nun in Wiesendangen; seine Prokura ist erloschen. Zu Vizedirektoren mit Kollektivunterschrift zu zweien, beschränkt auf den Geschäftskreis des Hauptsitzes, sind ernannt worden Antoine Pescatore, nun in Lindau, und Alfred Moch; ihre Prokuren sind erloschen. Kollektivprokura zu zweien, beschränkt auf den Geschäftskreis des Hauptsitzes, ist erteilt an Meinrad Diethelm, von Vorderthal, in Nellenbach; Hans Frei, von Winterthur und Bachs, in Winterthur; Eduard Müller, von Zürich, in Ettenhausen Karl Fischer, von Merenschwand, in Winterthur; Aldo Heusser, von Säla, in Winterthur; Kaspar Vogel, von Trüllikon, in Winterthur; Knut Schjold, norwegischer Staatsangehöriger, in Hettlingen, Bruno Meier, von Obersiegenenthal, in Winterthur; Dusan Florjancic, von und in Winterthur, René Menotti, von Winterthur, in Wiesendangen, Bruno Girler, österreichischer Staatsangehöriger, in Winterthur; Günter Schick, deutscher Staatsangehöriger, in Winterthur; Hermann Durrer, von Luzern, in Brütten; Dr. Thomas Geiger, von Wigoltingen, in Wiesendangen; Dr. Oskar Hirzel, von und in Wetzikon, Ernst Bruchsel, von Mettendorf, in Winterthur; Dr. Riccardo Zappia, von und in Zürich, und Hermann Wehrli, von Zürich, in Wiesendangen.
24. Dezember 1968. **Häusermann & Co., Zürich, Unternehmensberatung und Betriebs-Organisationen**, in Zürich 3, Kommanditgesellschaft (SHAB. Nr. 190 vom 15. 8. 1968, S. 1776). Kollektivprokura zu zweien ist erteilt an Theodor Fuchs, von und in Zürich.
24. Dezember 1968. **Optik**. Hans Felder, Inhaberin A. Felder, in Zürich (SHAB. Nr. 84 vom 10. 4. 1963, S. 1040). Fachgeschäft für Augenoptik. Die Firmainhaberin Alice Felder hat infolge Wiederverheiratung den Familiennamen Fuchs und das Bürgerrecht von Wängi TG erhalten; der Ehemann hat gemäss Art. 167 zugestimmt. Die Firma lautet nun Hans Felder, Inhaberin Alice Fuchs-Felder.
24. Dezember 1968. **Kühlmaschinen**. Spiegel AG, in Zürich 3 (SHAB. Nr. 79 vom 6. 4. 1967, S. 1161). Fabrikation von Kühlmaschinen usw. Kollektivprokura zu zweien ist erteilt an Arthur Spiegel, von Degerheim SG, in Zürich.
24. Dezember 1968. **Vobag A.-G. für vorgespannten Beton**, in Adliswil (SHAB. Nr. 99 vom 29. 4. 1966, S. 1393). Kollektivprokura zu zweien ist erteilt an Karl Felber, von Ettiswil LU, in Adliswil.
24. Dezember 1968. **WERMAG-Werkzeugmaschinen AG**, in Dietikon (SHAB. Nr. 167 vom 19. 7. 1968, S. 1579). Vertrieb, Import und Export von Maschinen usw. Neu ist in den Verwaltungsrat gewählt worden Werner Schwager; er bleibt Direktor und führt weiter Kollektivunterschrift zu zweien.
24. Dezember 1968. **Textilien**. Kahn & Reber A.G., in Zürich 3 (SHAB. Nr. 4 vom 6. 1. 1961, S. 40). Fabrikation von und Handel mit Textilwaren aller Art usw. Einzelprokura ist erteilt an Kurt Biedermann, von Thalwil, in Horgen.

24. Dezember 1968. **Buchdruckerei, Oskar Schellenberg, Verlag**, in Pfäffikon (SHAB. Nr. 83 vom 13. 4. 1959, S. 1038). Einzelunterschrift ist erteilt an Ursula Schellenberg; ihre Prokura ist erloschen. Zum Direktor mit Einzelunterschrift ist ernannt worden Walter Frischknecht; seine Prokura ist erloschen. Kollektivprokura zu zweien ist erteilt an Dr. Hans Ulrich Staub, von Zürich, in Pfäffikon ZH, und Werner Weibel, von Schongau LU, in Pfäffikon ZH.
24. Dezember 1968. **Europäische Allgemeine Rückversicherungsgesellschaft in Zürich (Compagnie Européenne Générale de Réassurances de Zurich) (European General Reinsurance Company of Zurich)**, in Zürich 2, Aktiengesellschaft (SHAB. Nr. 37 vom 14. 2. 1968, S. 320). Die Prokura von Max Eduard Borel ist erloschen. Zum stellvertretenden Direktor mit Kollektivunterschrift zu zweien ist ernannt worden Hans Brodbeck, von Basel, Eschenz und Zürich, in Zürich. Zu Subdirektoren mit Kollektivunterschrift zu zweien sind ernannt worden Heinrich Pfefferle, dessen Prokura erloschen ist, sowie Jan Coenraad Roos, von Basel, in Zollikon. Kollektivprokura zu zweien ist erteilt an Max Tobler, von Heiden, in Zürich.
24. Dezember 1968. **Kunststoffe**. Vacuum AG, Elgg, in Elgg (SHAB. Nr. 237 vom 10. 10. 1967, S. 3353). Herstellung von Artikeln aus thermoplastischen und härteren Kunststoffen usw. Dr. Felix Löffler ist aus dem Verwaltungsrat ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Neu ist in den Verwaltungsrat mit Einzelunterschrift gewählt worden Max Koelliker, von Wolfwil SO und Basel, in Riehen.
24. Dezember 1968. **Teppiche**. Ryffel & Co., in Winterthur 1, Kommanditgesellschaft (SHAB. Nr. 203 vom 2. 9. 1964, S. 2655). Handel mit Teppichen usw. Die Prokura von Beat Debrunner ist erloschen.
24. Dezember 1968. **Werkzeugmaschinen**. Heinrich Reimann & Co., in Küssnacht, Kommanditgesellschaft (SHAB. Nr. 280 vom 1. 12. 1964, S. 307). Vertretungen in und Handel mit Werkzeug-, Blech- und Holzbearbeitungsmaschinen usw. Die Prokura von Hermann Wyss ist erloschen.
24. Dezember 1968. **Beteiligungen**. Mead S.A., in Zürich 6 (SHAB. Nr. 280 vom 28. 11. 1968, S. 2579). Erwerb und Verwaltung von Beteiligungen in der Papierindustrie usw. Die Unterschrift von Frank G. Brinster ist erloschen.
24. Dezember 1968. **AGIS Getränke A.-G.**, in Zürich 8 (SHAB. Nr. 67 vom 21. 3. 1967, S. 990). Die Unterschrift von Emil Ufer ist erloschen.
24. Dezember 1968. **Baugenossenschaft Grafenwis**, in Greifensee (SHAB. Nr. 54 vom 5. 3. 1968, S. 478). Die Generalversammlung vom 7. November 1968 hat die Statuten geändert. Die eintragungsbefürchteten Tatsachen haben dadurch keine Änderung erfahren.
24. Dezember 1968. **Wohnbaugenossenschaft des Bundespersonals Dübendorf**, in Dübendorf (SHAB. Nr. 237 vom 9. 10. 1968, S. 2177). Die Generalversammlung vom 6. Mai und 11. November 1968 haben die Statuten geändert. Die Genossenschaft bezweckt, ihren Mitgliedern gesunde und preiswerte Wohnungen zu verschaffen und damit der Wohnungsnot im allgemeinen zu begegnen. Ausser den Anteilseignern zu Fr. 100 bestehen nun auch solche zu Fr. 500. Die Verwaltung besteht aus fünf bis neun Mitgliedern.
24. Dezember 1968. **Liegenschaften**. Grüneck AG, Zürich, in Zürich 4 (SHAB. Nr. 184 vom 8. 8. 1968, S. 1727). Handel mit Liegenschaften usw. Die Generalversammlung vom 16. Dezember 1968 hat die Statuten geändert. Durch Ausgabe von 120 neuen Inhaberaktien zu Fr. 1000 wurde das Grundkapital von Franken 120 000 auf Fr. 240 000 erhöht; es ist zerlegt in 240 Inhaberaktien zu Fr. 1000 und ist voll einbezahlt.
24. Dezember 1968. **Metallwaren**. Bräcker AG., in Pfäffikon (SHAB. Nr. 22 vom 28. 1. 1965, S. 301). Fabrikation von und Handel mit Metallwaren aller Art usw. Die Generalversammlung vom 11. Dezember 1968 hat die Statuten geändert. Durch Ausgabe von 200 neuen Namenaktien zu Fr. 1000 wurde das Grundkapital von Fr. 800 000 auf Fr. 1 000 000 erhöht. Der Erhöhungsbetrag ist durch Verrechnung liberiert worden. Das Grundkapital ist zerlegt in 1000 voll liberierte Namenaktien zu Fr. 1000.
24. Dezember 1968. **Bureaubedarf**. W.H. Schoch & Co., in Winterthur 1, Kollektivgesellschaft (SHAB. Nr. 7 vom 10. 1. 1949, S. 87). Bureaubedarf und Papier en gros. Der Gesellschafter Walter Hermann Schoch ist infolge Todes ausgeschieden. Neu sind als Gesellschafter eingetreten «Adrienne Schoch-Descloux, von Winterthur, in Schlieren, Willy Heinrich Schoch, von Winterthur, in Zürich 2; Maria Hartmann-Schoch, von Steckborn, in Zürich 8, und Werner Hugo Schoch, von Winterthur, in Winterthur 3. Von den Gesellschaftern ist zur Vertretung der Gesellschaft einzig der Gesellschafter Edwin Schoch-Speiss befugt.
24. Dezember 1968. **Chemisch-technische Produkte**. Meier, Roschl & Co., in Zürich 6, Kommanditgesellschaft (SHAB. Nr. 304 vom 30. 12. 1965, S. 4082). Konservierung und Imprägnierung von Holz sowie Handel mit chemisch-technischen Produkten. Diese Gesellschaft hat sich aufgelöst. Die Liquidation ist durchgeführt. Die Firma ist erloschen.
24. Dezember 1968. **Kieswerk Guhlén AG**, in Stäfa (SHAB. Nr. 55 vom 7. 3. 1966, S. 749). Das Grundkapital von Fr. 800 000 ist voll liberiert. Josef Hermann Egli ist aus dem Verwaltungsrat ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Geschäftsdomizil: Seestrasse 127.
24. Dezember 1968. **Putzfäden**. Bollschweiler & Co., in Dietikon, Kommanditgesellschaft (SHAB. Nr. 122 vom 27. 5. 1966, S. 1729). Putzfädenfabrik. Die Gesellschaft hat sich aufgelöst. Die Liquidation ist durchgeführt. Die Firma ist erloschen. Aktiven und Passiven gemäss Uebernahmebilanz per 30. September 1968 sind an die «Bollschweiler Aktiengesellschaft», in Dietikon, übergegangen.
24. Dezember 1968. **Putzfäden, Textilverarbeitungen usw.** Bollschweiler Aktiengesellschaft, in Dietikon (SHAB. Nr. 36 vom 13. 2. 1967, S. 534). Betrieb einer Putzfäden- und Putzappelfabrik, Verarbeitung von Textilien und Kunststoffen aller Art usw. Die Generalversammlung vom 13. Dezember 1968 hat die Statuten geändert. Die Firma lautet neu Bollschweiler & Co. AG (Bollschweiler & Cie SA) (Bollschweiler & Co. Ltd.). Entsprechend einer bei ihrer Gründung kundgegebenen Absicht übernimmt die Gesellschaft das Geschäft der Kommanditgesellschaft «Bollschweiler & Co.», in Dietikon, mit Aktiven und Passiven gemäss Uebernahmebilanz per 30. September 1968, nach der die Aktiven Fr. 2 657 940.57 und die Passiven Fr. 1 857 940.57 betragen, zum Preise von Fr. 800 000, welcher voll auf das Grundkapital anzurechnet wird. Infolgedessen ist dieses nun voll liberiert. In Verwirklichung einer weiteren, bei ihrer Gründung bekundeten Absicht hat die Gesellschaft eine im Lezen in Dietikon gelegene Parzelle mit einem Flächeninhalt von 6209 m<sup>2</sup> (Kat. Nr. 7800) zum Preise von Fr. 745 080 übernommen. Des weitem erwirbt die Gesellschaft eine am gleichen Ort gelegene Parzelle im Ausmass von 212 m<sup>2</sup> (Kat. Nr. 7802) zum Preise von Fr. 25 440. Kollektivprokura zu zweien ist erteilt an Karl Heinrich Bollschweiler, von Dietikon, in Zürich, Gustav Eigensatz, von und in

Zürich, und Paul Auf der Maur, von Ingenbohl, in Dietikon. Das Geschäftsdomicil an der Bahnstrasse 37 befindet sich dort nun an eigener Adresse der Gesellschaft.

24. Dezember 1968.

O. Schmucki & Co., Offset- und Buchdruck, in Zürich 10, Kommanditgesellschaft (SHAB. Nr. 69 vom 23. 3. 1966, S. 959). Die Kommanditgesellschaft «Graub, Bohnerberger & Co.» ist als Kommanditist ausgeschieden. Neu ist mit Zustimmung im Sinne von Art. 177, Abs. III, ZGB, als Kommanditist mit einer aus Sondergut geleisteten Kommanditsumme von Fr. 1000 in die Gesellschaft eingetretene Claudia Schmucki-Zehnder, von Bütschwil SG, in Dietikon. Dieser ist Einzelunterschrift erteilt worden. Der unbeschränkt haftende Gesellschafter Othmar Schmucki wohnt nun in Dietikon.

24. Dezember 1968.

Garentia Holding und Immobilien AG, in Zürich. Unter dieser Firma besteht auf Grund der Statuten vom 12. Dezember 1968 eine Aktiengesellschaft. Zweck der Gesellschaft sind Erwerb, Verwaltung und Veräusserung von Beteiligungen, insbesondere an Immobilienunternehmen, sowie Erwerb, Verwaltung und Veräusserung von Grundstücken. Das Grundkapital beträgt Fr. 50 000. Es ist zerlegt in 50 Inhaberkarten zu Fr. 1000 und ist voll einbezahlt. Publikationsorgan ist das Schweizerische Handelsamtsblatt, Mitteilungen an die Aktionäre können durch eingeschriebenen Brief erfolgen, sofern ihre Namen und Adressen alle bekannt sind. Der Verwaltungsrat besteht aus einem bis fünf Mitgliedern. Ihm gehören an Georges Philippe, von Thônex, in Schaffhausen, Präsident, Mario Hodler, von Gurzelen, in Küssnacht, und Dr. Harry Glaser, von Zürich, in Zuzikon; die Genannten führen Einzelunterschrift. Geschäftsdomicil: Dreikönigsstrasse 21 in Zürich 2 (bei der Consulentia Verwaltungs-Aktiengesellschaft).

24. Dezember 1968.

Betinda Holding AG, in Zürich. Unter dieser Firma besteht auf Grund der Statuten vom 19. Dezember 1968 eine Aktiengesellschaft. Zweck der Gesellschaft ist die Beteiligung an Industrie- und Handelsunternehmen in der Schweiz und im Ausland. Das Grundkapital beträgt Fr. 50 000. Es ist zerlegt in 50 Inhaberkarten zu Fr. 1000 und ist voll einbezahlt. Publikationsorgan ist das Schweizerische Handelsamtsblatt. Mitteilungen an die Aktionäre können durch eingeschriebenen Brief erfolgen, sofern ihre Namen und Adressen alle bekannt sind. Der Verwaltungsrat besteht aus einem bis fünf Mitgliedern. Ihm gehören an Georges Philippe, von Thônex, in Schaffhausen, Präsident; Mario Hodler, von Gurzelen, in Küssnacht, und Oliver van Lansmaerde, niederländischer Staatsangehöriger, in Zürich; die Genannten führen Kollektivunterschrift zu zweien. Geschäftsdomicil: Dreikönigsstrasse 21 in Zürich 2 (bei der Consulentia Verwaltungs Aktiengesellschaft).

#### Bern — Berne — Berne

##### Bureau Bern

26. Dezember 1968.

R. Senn A.G., Rolladen- und Storenfabrik, in Bern (SHAB. Nr. 286 vom 7. 12. 1965, S. 3838). Kollektivprokura zu zweien für das Gesamtunternehmen ist erteilt worden an René Fuhrer, von Thun, in Bern.

26. Dezember 1968.

AG für wasserdichten Beton (S.A. pour béton imperméable) (S.A. per calcestruzzo impermeabile), in Bern (SHAB. Nr. 17 vom 22. 1. 1968, S. 139). Franz Josef Aschwanden ist aus dem Verwaltungsrat ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Neuer Präsident ist Peter Kietsch, von Rumendingen, in Bern (bischer Mitglied und Sekretär des Verwaltungsrates); er führt neu Einzelunterschrift. Werner Blaser, Vizepräsident, zeichnet weiterhin einzeln.

26. Dezember 1968.

Spar- & Leihkasse in Bern (Caisse d'Epargne et de Prêts à Berne) (Cassa di Risparmio e Presti in Berna) (Loan and Savings Bank in Bern), in Bern. A-Ktiengesellschaft (SHAB. Nr. 100 vom 30. 4. 1968, S. 919). Der bisherige Vizepräsident Ernst Rutsch ist zum stellvertretenden Direktor und der bisherige Prokurist Heinz Hostettler, dessen Prokura erloschen ist, zum Vizepräsident ernannt; sie führen Kollektivunterschrift zu zweien. Kollektivprokura zu zweien ist erteilt worden an Kurt Salzmann, von Eggwil, in Köniz.

26. Dezember 1968.

Arbeitsgemeinschaft für Wirtschaftsberatung, in Bern, Genossenschaft (SHAB. Nr. 112 vom 16. 5. 1961, S. 1394). Als weiteres Mitglied der Verwaltung wurde Paul Bernhard Hess, von Wyssachen, in Bern, gewählt; er führt Einzelunterschrift.

26. Dezember 1968.

Felix Endrich A.G., Zweigniederlassung in Bern, Fabrikation von und Handel mit Büromaschinen jeder Art usw. (SHAB. Nr. 240 vom 13. 10. 1967, S. 3401), mit Hauptsitz in Zürich. Diese Zweigniederlassung ist aufgehoben worden und wird daher gelöscht.

26. Dezember 1968.

Haberthür und Wiedmer AG, in Bern, Herstellung und Vertrieb von Spezialartikeln der Metallbranche usw. (SHAB. Nr. 163 vom 15. 7. 1968, S. 1533). Die Firma wird infolge Verlegung ihres Sitzes nach Aarberg (SHAB. Nr. 298 vom 19. 12. 1968, S. 2747) im Handelsregister des Amtsbezirks Bern vom Amtes wegen gelöscht.

26. Dezember 1968.

Balzari, Blaser, Schudel, Bauingenieure ETH/SHA, in Bern, Führung eines Ingenieurbüros für Hoch- und Tiefbau, Kollektivgesellschaft (SHAB. Nr. 257 vom 1. 11. 1968, S. 2362). Zu Prokuristen sind ernannt worden Romain Parodi, von Kreuzlingen, in Ostermündigen, Gemeinde Bolligen, und Markus Max Schaad, von Biberist, in Bern. Sie zeichnen je nur mit den Gesellschaftern Mario Balzari oder Eduard Blaser oder Siegfried Schudel für das Gesamtunternehmen.

26. Dezember 1968.

Möbel Pfister Aktiengesellschaft, Filiale Bern, Zweigniederlassung in Bern (SHAB. Nr. 80 vom 7. 4. 1967, S. 1179), mit Hauptsitz in Suhr. Kollektivprokura zu zweien ist erteilt worden an Anneliese Stirnemann, von und in Gränichen; Karl Wespi, von und in Aarau, und Albert Häupli, von Biberstein, in Suhr.

26. Dezember 1968.

Hasler A.G., in Bern, Fabrikation, Bau, Installation und Vertrieb von Apparaten und Anlagen aller Art, insbesondere für das Gebiet der Nachrichtentechnik usw. (SHAB. Nr. 139 vom 17. 6. 1968, S. 1302). Dr. jur. Rudolf H. Sommerhalder, bisher Vizepräsident, wurde zum Direktor ernannt; er führt weiterhin Kollektivunterschrift zu zweien. Kollektivprokura zu zweien wurde erteilt an Jörg von Balmoos, von Heimiswil, in Köniz; Lucien Vaucher, von Fleurier, in Bern, und Emil Stocker, von Biron in Bern.

27. Dezember 1968.

Max Rühlisberger, Dr. rer. pol., dipl. Bücherexperte VSB, in Bern, Treuhänderbüro, Organisations-, Steuer- und Wirtschaftsberatung (SHAB. Nr. 283 vom 3. 12. 1963, S. 3430). Einzelunterschrift ist erteilt worden an Adolf Brügger, von Biglen, in Bern.

27. Dezember 1968.

Este S.A., in Bern, Kauf, Vertretung, Verkauf, Ein- und Ausfuhr von Waren jeder Art usw., im Konkurs (SHAB. Nr. 86 vom 14. 4. 1967, S. 1273). Nachdem das Konkursverfahren geschlossen worden ist, wird die Firma von Amtes wegen gelöscht.

27. Dezember 1968.

Albert Jean Perret, in Bern, Inhaber der Firma ist Albert Jean Perret, von La Sagne und Les-Ponts-de-Martel, in Nidau. Handel mit und Verwaltung von Liegenschaften, Vertretungen. Landhausweg 10.

27. Dezember 1968.

Eydhner & Cie., in Wabern, Gemeinde Köniz. Bruno Helder, von Heyholz, in Wabern, Gemeinde Köniz, und Hans Oesch, von Oberlangenegg, in Bern, sind unter dieser Firma eine Kollektivgesellschaft eingegangen, die am 15. Mai 1968 begonnen hat. Ausführung von Maler-, Gipser- und Tapezierarbeiten. Steinweg 10.

#### Bureau Schlosswil (Bezirk Konolfingen)

20. Dezember 1968.

Landwirtschaftliche Genossenschaft Rubigen und Umgebung, in Rubigen, Genossenschaft, Förderung des landwirtschaftl. Betriebes (SHAB. Nr. 162 vom 15. 7. 1963, S. 2067). Aus dem Vorstand ist Hans Häberli ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Der bisherige Vizepräsident Walter Gefeller wurde zum Präsidenten und das Mitglied Ernst Schneider, von Rubigen, in Kleinhöchstetten, Gemeinde Rubigen, zum Vizepräsidenten gewählt. Präsident, Vizepräsident und Sekretär zeichnen kollektiv zu zweien.

20. Dezember 1968.

Sägesser Worb AG, in Worb, Projektierung, Herstellung und Vertrieb von Stahlbauten etc. (SHAB. Nr. 199 vom 26. 8. 1968, S. 1848). Die Prokura des Alfred Friedrich wird gelöscht.

20. Dezember 1968.

Verzinkerei Worb A.G. (Zinguerie de Worb S.A.), in Worb, Betrieb der Verzinkerei etc. (SHAB. Nr. 199 vom 26. 8. 1968, S. 1848). Die Prokura des Alfred Friedrich wird gelöscht.

23. Dezember 1968.

Landwirtschaftliche Genossenschaft Niederhünigen-Stalden und Umgebung, in Niederhünigen, (SHAB. Nr. 222 vom 23. 9. 1965, S. 2975). Aus dem Vorstand sind ausgetreten: Fritz Rüeggesser und Werner Walther. Ihre Unterschriften sind erloschen. Das bisherige Vorstandsmitglied Werner Stucki, von Konolfingen, in Niederhünigen wurde zum Präsidenten, Peter Moser, von Röhrenbach i. E., in Freimettigen zum Sekretär gewählt. Präsident, Vizepräsident und Sekretär zeichnen kollektiv zu zweien.

#### Bureau Schwarzenburg

27. Dezember 1968.

Käsegenossenschaft Allmendli, in Allmendli, Gemeinde Guggisberg (SHAB. Nr. 79 vom 3. 4. 1968, S. 704). Laut Beschluss der ausserordentlichen Generalversammlung vom 10. Dezember 1968 hat die Genossenschaft die persönliche und solidarische Haftbarkeit ihrer Mitglieder eingeführt. Die Statuten wurden entsprechend geändert.

#### Bureau Thun

18. Dezember 1968.

H. R. Jutz, in Merligen, Gemeinde Sigriswil, Bäckerei, Konditorei, Handel mit Lebensmitteln (SHAB. Nr. 192 vom 18. 8. 1967, S. 2773). Die Firma wird infolge Wegzuges des Inhabers gemäss Art. 68 HRGv von Amtes wegen gelöscht.

19. Dezember 1968.

Karl Frick, in Hilterfingen, Handel mit Liegenschaften (SHAB. Nr. 118 vom 24. 5. 1951, S. 1247). Die Firma wird infolge Todes des Inhabers gelöscht.

19. Dezember 1968.

Werner Baumann, in Thun, Fabrikation von und Handel mit chemisch-technischen Produkten (SHAB. Nr. 49 vom 28. 2. 1966, Seite 662). Die Firma wird infolge Geschäftsaufgabe gelöscht.

23. Dezember 1968.

von Gunten & Tschanz, in Sigriswil, Installationen von Heizungen und sanitären Anlagen, Kollektivgesellschaft (SHAB. Nr. 86 vom 16. 4. 1964, S. 1193). Die Gesellschaft ist seit dem 31. Dezember 1967 aufgelöst. Nachdem die Liquidation durchgeführt ist, wird die Firma im Handelsregister gelöscht.

23. Dezember 1968.

Fritz Bähler, in Utendorf, Sägerei und Holzhandlung (SHAB. Nr. 160 vom 12. 7. 1948, S. 1951). Die Firma wird infolge Geschäftsaufgabe gelöscht.

23. Dezember 1968.

Hans Tschanz-Minig, in Sigriswil, Handel mit Kolonial- und Textilwaren (SHAB. Nr. 38 vom 17. 2. 1959, S. 514). Neue Geschäftsnatur: Vertrieb von Textilwaren.

24. Dezember 1968.

Gerberkäs AG (Fromage Gerber SA) (Gerber Cheese Co. Ltd.), in Thun, Weiterbetrieb und Ausdehnung des bisher von der Firma Gerber & Co. AG in Thun geführten Fabrikations- und Verkaufsgeschäftes, usw. (SHAB. Nr. 297 vom 19. 12. 1967, S. 4158). Paul Hüster ist aus der Verwaltung ausgeschieden. Neu als nicht zeichnungsberechtigtes Verwaltungsratsmitglied wurde Dr. Max Gloor, von Zürich und Boniswil, in La Tour-de-Peilz, gewählt.

26. Dezember 1968.

Transtours A.G., in Thun, Reisebüro mit Change und touristischer Information usw., Aktiengesellschaft (SHAB. Nr. 150 vom 30. 6. 1967, S. 2239). Gemäss öffentlicher Urkunde über die a. o. Generalversammlung vom 12. Dezember 1968 hat die Gesellschaft ihre Statuten geändert. Das Aktienkapital von Fr. 50 000 wurde infolge von eingetretenen Verlusten auf Fr. 10 000, eingeteilt in 10 voll einbezahlte Namenaktien zu Fr. 1000, herabgesetzt und hernach durch Ausgabe von 100 Namenaktien zu je Fr. 1000, welche zur Hälfte liberiert sind, auf Fr. 110 000 erhöht. Vom neuen Aktienkapital sind somit Fr. 60 000 einbezahlt. Die Firma wurde geändert in Neue Transtours AG. Aus dem Verwaltungsrat sind Dora Mürger, Richard Kunz, dessen Unterschrift als Geschäftsführer erloschen ist, und Gabriel Zarnetti ausgeschieden. Neu wurden gewählt: Hermann Moser, von Ruppoldsried, in Thun, als Vizepräsident; Friedrich Bättner, von Berningen, in Thun, als Sekretär; Hansueli Ammann, von und in Bern, und Fritz Wüthrich, von Trub, in Thun, als Mitglieder. Zum Geschäftsführer wurde Erwin Künzi, von Adelboden, in Thun, ernannt. Der Präsident Ernst Hauser zeichnet nicht mehr einzeln. Die Verwaltungsräte und der Geschäftsführer führen Kollektivunterschrift zu zweien.

#### Bureau Trachselwald

23. Dezember 1968.

Kieswerk AG Schwarzenbach, in Huttwil. Gemäss öffentlichem beurkundetem Errichtungsakt und Statuten vom 19. Dezember 1968 besteht unter dieser Firma eine Aktiengesellschaft. Sie bezweckt den Betrieb von Kieswerken. Die Gesellschaft kann eigene Fabriken errichten und Liegenschaften an- und verkaufen. Das Grundkapital beträgt Fr. 50 000, eingeteilt in 50 Namenaktien zu Fr. 1000. Darauf sind Fr. 20 000 einbezahlt. Die Einberufung zur Generalversammlung erfolgt durch eingeschriebenen Brief oder durch Zustellung gegen Empfangsbekundigung. Publikationsorgan ist das Schweizerische Handelsamtsblatt. Der Verwaltungsrat besteht aus einem oder mehreren Mitgliedern. Ihm gehören an: Franz Gränicher-Graber, als Präsident, Kurt Gränicher-Spring, beide von Röhrenbach bei Herzogenbuchsee, in Huttwil und Hansjörg Hofmann, von Schlossrued, in Huttwil. Die Verwaltungsratsmitglieder zeichnen kollektiv zu zweien. Geschäftslokal: Rüttistalden.

#### Luzern — Lucerne — Lucerna

26. November 1968.

Baunernernehmung. A. Marti & Cie. A.G. Luzern, in Luzern, Baunernernehmung (SHAB. Nr. 167 vom 19. 7. 1968, S. 1580). An der Generalversammlung vom 23. Oktober 1968 wurde das Aktienkapital von Fr. 400 000 auf Fr. 1 000 000 erhöht durch Ausgabe von 600 Namenaktien zu Fr. 1000, welche durch Verrechnung mit Forderungen an die Gesellschaft von Fr. 300 000 und durch Entnahme von Fr. 300 000 aus der Verfügung der Generalversammlung stehenden Reserven voll liberiert wurden. Die Statuten wurden entsprechend revidiert. Das voll liberierte Aktienkapital beträgt nun Fr. 1 000 000, eingeteilt in 1000 Namenaktien zu Fr. 1000. Weitere Änderungen sind nicht publikationspflichtig.

19. Dezember 1968.

Be-Fonvag Verwaltungs AG, bisher in Lengnau BE (SHAB. Nr. 220 vom 20. 9. 1961, S. 2739). An der ausserordentlichen Generalversammlung vom 6. Dezember 1968 wurde der Sitz nach Luzern verlegt. Die Statuten wurden entsprechend revidiert. Die Firma lautet nun: Be-Fonvag Bau- und Verwaltungs AG. Zweck der Gesellschaft ist Kauf, Verkauf, Ueberbauung und Verwaltung von Immobilien. Die Gesellschaft kann sich an andern Unternehmen beteiligen, sowie alle Finanzoperationen tätigen, die mit dem Gesellschaftszweck in Verbindung stehen. Die ursprünglichen Statuten datieren vom 7. Juli 1961. Sie wurden am 6. September 1961 revidiert. Das Aktienkapital beträgt Fr. 50 000, eingeteilt in 50 Namenaktien zu Fr. 1000. Es ist mit Fr. 20 000 liberiert. Die Einberufung der Generalversammlung erfolgt durch Veröffentlichung im Publikationsorgan, dem Schweizerischen Handelsamtsblatt. Dr. Hugo Jeker ist aus dem Verwaltungsrat ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Der Verwaltungsrat besteht aus 1 oder mehreren Mitgliedern. Neuer Verwaltungsratspräsident ist Hans Atzli, von Subingen, in Meggen; er zeichnet einzeln. Das bisherige Verwaltungsratsmitglied Fritz Gerber, von Aarwangen, in Herzogenbuchsee, ist Sekretär und zeichnet kollektiv zu zweien. Geschäftslokal: Haldenstrasse 37b (bei Hans Atzli, Architekturbüro).

27. Dezember 1968.

AL-AG Luzern, in Luzern, Erwerb, Bau und Verwaltung von Liegenschaften (SHAB. Nr. 115 vom 19. 5. 1965, S. 1586). Laut öffentlicher Urkunde vom 28. November 1967 hat sich diese Gesellschaft aufgelöst. Nachdem die Liquidation durchgeführt ist, wird sie am Handelsregister gelöscht.

27. Dezember 1968.

O. Billing & Co., Baunorm Luzern, in Luzern. Unter dieser Firma sind Otto Billing, von Uhwiessen ZH, und Helmut Fritz, von und beide in Luzern, eine Kollektivgesellschaft eingegangen, die mit dem 1. Januar 1969 beginnt. Fabrikation von und Handel mit Bauelementen. Zwysiggstrasse 11.

27. Dezember 1968.

Josef Blättler, in Littau, Schweinehandel und Schweinemästerei, Sachtransporte (SHAB. Nr. 256 vom 3. 11. 1959, S. 3006). Aenderung der Geschäftsnatur: Transporte, Autoreparaturen; Schweinemästerei. Thorenbergstrasse 70.

27. Dezember 1968.

Gambaro Aktiengesellschaft, Hoch- und Tiefbau, Luzern, in Luzern (SHAB. Nr. 161 vom 12. 7. 1968, S. 1519) und Zweigniederlassung in Meggen (SHAB. Nr. 303 vom 28. 12. 1967, S. 4242). Dr. Ing. Hans Gambaro-Andrighetto ist infolge Todes aus dem Verwaltungsrat ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Neu wurden in den Verwaltungsrat gewählt: als Präsident mit Einzelunterschrift Beat Gambaro, von und in Küssnacht a.R., sowie als Mitglieder mit Kollektivunterschrift zu zweien Hans-Rudolf Gambaro, von und in Küssnacht a.R., und Kilian Fischer, von Rümlikon AG, in Küssnacht a.R. Die Prokura von Josef Marcon ist erloschen.

27. Dezember 1968.

G. Haslimann, in Beromünster, Wagenbau, Riemenscheiben (SHAB. Nr. 54 vom 6. 3. 1950, S. 614). Diese Firma ist infolge Geschäftsaufgabe erloschen.

27. Dezember 1968.

Franz Lötscher AG Abruch-Baggerunternehmung und Strassenbau, in Luzern (SHAB. Nr. 44 vom 22. 2. 1968, S. 385). Einzelprokura wurde erteilt an Werner Kost, von Gisikon, in Küssnacht a.R.

27. Dezember 1968.

E. Pfenniger, in Luzern. Inhaber dieser Firma ist Emil Pfenniger, von Stäfa, in Luzern. Elektrische Anlagen. Seefeldstrasse 1.

27. Dezember 1968.

Roifra Textilien AG., in Luzern (SHAB. Nr. 208 vom 6. 9. 1967, S. 2963). Laut öffentlicher Urkunde vom 29. November 1968 hat sich diese Gesellschaft aufgelöst. Die Liquidation ist beendet. Sie wird daher gelöscht.

27. Dezember 1968.

Alfa-Laval AG., in Sursee, Melkmaschinen usw. (SHAB. Nr. 154 vom 6. 7. 1965, S. 2115). Kollektivprokura zu zweien wurde erteilt an Josef Wallmann, von Alpnach, in Sursee.

27. Dezember 1968.

Alfred Sager, in Adligenswil, Sägerei (SHAB. Nr. 103 vom 5. 5. 1958, S. 1239). Diese Firma ist infolge Geschäftsübergabe erloschen. Aktiven und Passiven gehen über an die neue Kollektivgesellschaft «A. & J. Sager», in Adligenswil.

27. Dezember 1968.

A. & J. Sager, in Adligenswil. Unter dieser Firma sind Alfred und Josef Sager, beide von und in Adligenswil, eine Kollektivgesellschaft eingegangen, die mit dem 1. Januar 1969 beginnt und auf dieses Datum Aktiven und Passiven der erloschenen Einzelfirma «Alfred Sager», in Adligenswil, übernimmt. Sägerei.

27. Dezember 1968.

Aktiengesellschaft der von Moos'schen Eisenwerke (Société Anonyme des Forges et Usines de Moos) (Società Anonima delle Ferriere de Moos) (von Moos Steelworks Limited), in Luzern (SHAB. Nr. 161 vom 12. 7. 1968, S. 1519). Kollektivprokura zu zweien wurde erteilt an Gottlieb Bissegger, von Bischofszell, in Luzern, und Heinrich Wicki, von Aristau, in Luzern.

27. Dezember 1968.

Aehermann & Cie., in Kriens, Kolonialwaren usw., Kommanditgesellschaft (SHAB. Nr. 240 vom 13. 10. 1967, S. 3402). Kollektivprokura wurde erteilt an Othmar Brunner, von Sursee, in Buchrain. Er zeichnet zu zweien.

27. Dezember 1968.

Jos. Meyer, in St. Urban, Gemeinde Pfaffnau. Inhaber dieser Firma ist Josef Meyer, von Altbiron und Grosswangen, in St. Urban, Gemeinde Pfaffnau. Bäckerei, Konditorei, Handel mit Lebensmitteln und Getränken.

#### Uri — Uri — Uri

20. Dezember 1968.

Karl Planzer, Elektrogeschäft, in Altdorf (SHAB. Nr. 279 vom 27. 11. 1968, S. 2571). Diese Firma wird infolge Übernahme der Aktiven und Passiven gemäss Bilanz vom 31. Dezember 1967 durch die nachstehend eingetragene «Karl Planzer AG», in Altdorf, gelöscht.

20. Dezember 1968.

Karl Planzer AG, in Altdorf. Unter dieser Firma besteht mit Statuten vom 19. Dezember 1968 eine Aktiengesellschaft. Sie bezweckt die Ausführung von Elektroinstallationen sowie den Vertrieb von elektrischen Apparaten aller Art. Die Gesellschaft kann sich an ähnlichen Unternehmen im Inland beteiligen, Liegenschaften erwerben und Grundstücke überbauen. Das Grundkapital beträgt Fr. 200 000, eingeteilt in 200 voll liberierte Namenaktien zu Fr. 1000. Die Gesellschaft übernimmt laut Sacheinlagevertrag vom 19. Dezember 1968 Aktiven und Passiven der bisherigen Einzelfirma «Karl Planzer, Elektrogeschäft», in Altdorf, gemäss Übernahmehilanz vom 31. Dezember 1967, wonach die Aktiven Fr. 328 862.14 und die Passiven Fr. 32 479.35 betragen, sodass sich ein Aktivenüberschuss von Fr. 296 382.79 ergibt. Vom Übernahmepreis im gleichen Betrage werden Fr. 200 000 auf das Grundkapital angerechnet. Die Gesellschaft tritt in alle Rechte und Pflichten der bisherigen Firma «Karl Planzer, Elektrogeschäft», ein, rückwirkend mit Nutzen- und Schadenbeginn am 31. Dezember 1968. Mitteilungen und Einladungen erfolgen im Schweizerischen Handelsamtsblatt oder, sofern alle Aktionäre und deren Adressen bekannt sind, durch eingeschriebenen Brief. Das

Schweizerische Handelsamtsblatt ist Publikationsorgan. Der Verwaltungsrat besteht aus einem bis fünf Mitgliedern. Ihm gehören an: Dr. Antonio Planzer, von Altdorf, in Zug, Präsident; Karl Planzer, von und in Altdorf, Vizepräsident und Delegierter; Thomas Zimmermann, von Luzern, in Zug, Delegierter, und Rudolf Marty, von Bürglen UR, in Knoben. Die beiden Delegierten des Verwaltungsrates führen Einzelunterschrift; Präsident Dr. Antonio Planzer und Rudolf Marty zeichnen zu zweien mit einem der Delegierten. Geschäftsdomizil: Gotthardstrasse.

#### Solothurn – Soleure – Soletta Bureau Balsthal

24. Dezember 1968. Comestibles, Fische.  
**Rudolf Hegi**, in Balsthal, Comestibles, Fische (SHAB. Nr. 267 vom 14. 11. 1950, S. 2926). Diese Einzelfirma wird infolge Verkaufes des Geschäftes gelöscht.

24. Dezember 1968. Comestibles, Getränke.  
**R. Hänggi-Christ**, in Balsthal. Inhaber dieser Einzelfirma ist René Hänggi-Christ, von Meltingen, in Erschwil SO. Handel mit Comestibles und Getränken. In der Klus zu Balsthal: Solothurnstrasse 31.

#### Basel-Landschaft – Bäle-Campagne – Basilea-Campagna

20. Dezember 1968. Möbelschreinerei.  
**A. Leu**, in Binningen, Möbelschreinerei (SHAB. Nr. 53 vom 5. 3. 1946, S. 688). Diese Einzelfirma ist infolge Todes des Inhabers erloschen.

20. Dezember 1968. Transporte, Brennstoffe usw.  
**Ed. Alt**, in Münchenstein, Autotransporte, Handel mit festen Brennstoffen usw. (SHAB. Nr. 253 vom 29. 10. 1951, Seite 2676). Diese Einzelfirma ist infolge Aufgabe des Geschäftes erloschen.

20. Dezember 1968. Patentmatratzen.  
**M. Schreiber Inh. A. Encocari**, in Münchenstein, Herstellung von Patentmatratzen (SHAB. Nr. 107 vom 9. 5. 1966, S. 1512). Diese Einzelfirma ist infolge Todes des Inhabers erloschen.

20. Dezember 1968. Tapeziererei, Dekorationen.  
**Josef Amrein-Ley**, in Oberwil, Tapeziererei und Dekorationsgeschäft (SHAB. Nr. 257 vom 4. 11. 1964, S. 3324). Das Domizil wurde an die Mühlegasse 4 verlegt.

20. Dezember 1968. Restaurant.  
**Willy Lanz-Hottiger**, in Sissach. Inhaber dieser Einzelfirma ist Willy Lanz-Hottiger, von Robbach BE, in Sissach. Betrieb des Restaurants zum Rebstock. Hauptstrasse 95.

20. Dezember 1968. Liegenschaften.  
**Weisskopf & Cie.**, in Pratteln, Verwaltung von Liegenschaften, Kollektivgesellschaft (SHAB. Nr. 77 vom 2. 4. 1954, S. 851). Die Gesellschaft ist seit dem 30. September 1968 aufgelöst. Nachdem die Liquidation durchgeführt ist, wird die Firma gelöscht.

20. Dezember 1968. Autoreparaturwerkstätte usw.  
**Hans Fischer-Pfaff**, in Gelterkinden, Autoreparaturwerkstätte, Service (SHAB. Nr. 233 vom 5. 10. 1949, S. 2589). Diese Einzelfirma wird infolge Übernahme der Aktiven und Passiven gemäss Bilanz per 30. September 1968 durch die neu eingetragene «Hans Fischer Automobile AG», in Gelterkinden, gelöscht.

20. Dezember 1968.  
**Hans Fischer Automobile AG**, in Gelterkinden. Gemäss öffentlicher Urkunde und Statuten vom 5. Dezember 1968 besteht unter dieser Firma eine Aktiengesellschaft. Sie bezweckt den Handel mit Autos, Ausführung von Reparaturarbeiten an solchen und den Verkauf von Treibstoffen und Autobestandteilen. Sie kann sich an gleichen oder ähnlichen Unternehmungen beteiligen. Das voll liberierte Aktienkapital beträgt Fr. 200.000, eingeteilt in 200 Namenaktien zu Fr. 1000. Die Gesellschaft übernimmt von der Einzelfirma «Hans Fischer-Pfaff», in Gelterkinden, gemäss Sacheinlagevertrag vom 5. Dezember 1968 Aktiven und Passiven laut Uebernahmebilanz per 30. September 1968, jedoch mit Ausnahme der Liegenschaften an der Sissacherstrasse Nr. 24 und 24a, in Gelterkinden, und der auf diesen lastenden Schulden. Darnach betragen die Aktiven Franken 426 368.85 und die Passiven Fr. 209 404.35. Für den Aktivenüberschuss von Fr. 216 964.50 erhält der Sacheinleger 105 voll liberierte Aktien zu Fr. 1000 und für den Rest von Fr. 111 964.50 eine Gutschrift auf Darlehenskonto. Die verbleibenden 95 Aktien zu Fr. 1000 werden durch Verrechnung mit unter den Passiven der Uebernahmebilanz enthaltenen Forderungen liberiert. Die von der Einzelfirma Hans Fischer-Pfaff, in Gelterkinden, seit dem 1. Oktober 1968 getätigten Geschäfte gelten als für Rechnung der «Hans Fischer Automobile AG» eingegangen. Die Mitteilungen und Einladungen an die Aktionäre erfolgen durch eingeschriebenen Brief. Publikationsorgan ist das Schweizerische Handelsamtsblatt. Dem aus 1 bis 5 Mitgliedern bestehenden Verwaltungsrat gehören an: Hans Fischer-Pfaff, als Präsident, mit Einzelunterschrift, Hans Peter Fischer und Rudolf Fischer, mit Kollektivunterschrift zu zweien, alle von Hottwil AG, in Gelterkinden. Geschäftsdomizil: Sissacherstrasse 24.

20. Dezember 1968. Textilien usw.  
**Conrad Beck Aktiengesellschaft**, in Allschwil, Fabrikation von und den Handel mit Textilien aller Art usw. (SHAB. Nr. 188 vom 14. 8. 1967, S. 2728). Neu in den Verwaltungsrat wurde gewählt Dr. Andreas Saxer-Brunner, von und in Bettingen. Er führt Einzelunterschrift.

20. Dezember 1968.  
**Incifina Beratungen- und Finanzierungs A.G.**, in Binningen, Beratung und Projektierung für industrielle Entwicklungen sowie die Durchführung von Finanzierungen im In- und Ausland (SHAB. Nr. 259 vom 4. 11. 1968, S. 2381). Die Gesellschaft wird in Anwendung von Art. 711 Abs. 4 OR und Art. 86 Abs. 2 HRV von Amtes wegen als aufgelöst erklärt. Die Firma lautet nun: **Incifina Beratungen- und Finanzierungs A.G.** in Lih. Die Gesellschaft ist ohne Verwaltung, ohne Liquidatoren und ohne Domizil.

20. Dezember 1968.  
**Gehr. G. & L. Spaini, Hoch- & Tiefbau Basel AG**, Zweigniederlassung in Reinach. Die seit dem 17. März 1952 im Handelsregister des Kantons Basel-Stadt mit Sitz in Basel eingetragene Firma «Gehr. G. & L. Spaini, Hoch- & Tiefbau Basel AG» (SHAB. Nr. 205 vom 2. 9. 1960, S. 2552) hat unter der gleichen Firma durch Beschluss der ausserordentlichen Generalversammlung vom 13. Dezember 1968 in Reinach eine Zweigniederlassung errichtet. Sie bezweckt die Ausführung von Hoch- und Tiefbauten, den Erwerb, die Ueberbauung sowie die Verwaltung von Grundstücken. Für die Zweigniederlassung Reinach führen Unterschrift je zu zweien folgende Mitglieder des Verwaltungsrates: Louis Spaini-Barberis, italienischer Staatsangehöriger, in Pratteln, als Präsident, Elio Spaini-Vitali, von Diepflingen, in Pratteln; Guido Spaini-Bella, italienischer Staatsangehöriger, in Pratteln; und Gianmario Spaini-Manfrini, von Diepflingen, in Pratteln. Prokura für die Zweigniederlassung gemäss Art. 459 Absatz 2 OR wurde erteilt an Celestina Büchel-Spaini, von und in Basel. Sie zeichnet ebenfalls zu zweien. Geschäftslokal: Herrenweg 16.

20. Dezember 1968. Küchenmöbel usw.  
**Ernst Heid A.G.**, in Sissach, Fabrikation von und Handel mit neuzeitlichen Küchenmöbeln und -Einrichtungen usw. (SHAB. Nr. 162 vom 16. 7. 1964, S. 2196). Aus dem Verwaltungsrat ist Helene Heid-Wirz ausgeschieden; ihre Unterschrift ist erloschen.

20. Dezember 1968.  
**Milchgenossenschaft Frenkendorf**, in Frenkendorf (SHAB. Nr. 301 vom 28. 12. 1964, S. 2873). Aus der Verwaltung sind Paul Spiess-Schweighauser, Präsident; Georg Martin-Schneider, Vizepräsident; Carl Müller-Künzi, Aktuar, deren Unterschriften erloschen sind, ausgeschieden. Neu wurden in die Verwaltung gewählt: Ernst Spring-Moch, von Steffisburg, in Liestal, als Präsident; Karl Marini-Hauptlin, von und in Frenkendorf, als Vizepräsident; Karl Müller, jun., von Känerkinden, in Frenkendorf, als Aktuar. Die Unterschrift führt der Präsident oder der Vizepräsident mit dem Aktuar oder dem Kassier kollektiv zu zweien.

20. Dezember 1968.  
**Dreschgenossenschaft Buus**, in Buus (SHAB. Nr. 108 vom 10. 5. 1963, S. 1361). Aus dem Vorstand ist der Präsident Wilhelm Buser-Gerber ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Der bisherige Vizepräsident Hans-Rudolf Frey ist nun Präsident. Neu wurde in den Vorstand als Vizepräsident gewählt: Hans Kaufmann, 23, von und in Buus. Die Unterschrift führt der Präsident oder der Vizepräsident mit dem Aktuar oder dem Kassier kollektiv zu zweien.

20. Dezember 1968.  
**Landwirtschaftliche Genossenschaft Langenbruck**, in Langenbruck (SHAB. Nr. 12 vom 16. 1. 1968, S. 92). Aus der Verwaltung ist der Präsident Paul Dettwiler-Rudin ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Neuer Präsident ist nun der bisherige Vizepräsident Paul Würger-Gisin. Der bisherige Beisitzer Alfred Zimmermann-Brönnimann, von Schangnau, in Holderbank SO, wurde zum Vizepräsidenten ernannt. Die Unterschrift führt der Präsident oder der Vizepräsident mit dem Aktuar oder dem Kassier kollektiv zu zweien.

#### Schaffhausen – Schaffhouse – Schiaffusa

23. Dezember 1968.  
**Adolf Uter, Bangeschäft**, in Schaffhausen (SHAB. Nr. 211 vom 9. 9. 1955, S. 2288). Diese Firma ist infolge Todes des Inhabers erloschen.

23. Dezember 1968. Bäckerei, Gasthof.  
**Theodor Neidhart, z. Krone**, in Ramsen, Bäckerei und Gasthof (SHAB. Nr. 248 vom 22. 10. 1928, S. 2020). Diese Firma ist infolge Geschäftsübergabe erloschen.

23. Dezember 1968. Bäckerei, Restaurant usw.  
**Theodor Neidhart-Mattich**, in Ramsen. Inhaber ist Theodor Neidhart-Mattich, von und in Ramsen. Betrieb der Bäckerei-Konditorei und des Café-Restaurants zur Krone. Geschäftslokal: Zur Krone.

23. Dezember 1968. Chirurgisches Nahtmaterial usw.  
**SSC Steril Catgut Gesellschaft**, in Neuhausen am Rheinfall, Herstellung von allen chirurgischen Nahtmaterialien usw., Aktiengesellschaft (SHAB. Nr. 179 vom 2. 8. 1968, S. 1689). Kollektivprokura zu zweien wurde erteilt an Karl Baumgartner, von Jonschwil, in Neuhausen am Rheinfall.

23. Dezember 1968.  
**Leki Plastic Karl Lenhart Hirschtal**, bisher in Hirschtal (SHAB. Nr. 93 vom 22. 4. 1966, S. 1299). Die Firma hat den Sitz nach Ramsen verlegt und lautet nun: **Leki Plastic Karl Lenhart**. Inhaber ist Karl Lenhart, deutscher Staatsangehöriger, in Kirchheim/Teck (Bundesrepublik Deutschland). Diese Firma wird durch einen in der Schweiz wohnhaften Handlungsbevollmächtigten im Sinne von Art. 462 OR vertreten. Fabrikation und Verkauf von Kunststoffartikeln und Ski-Sportausrüstungen. Geschäftslokal: Zollstrasse 58.

24. Dezember 1968. Sägerei, Holzhandel.  
**Alfred Pletscher, Inhaber Waldemar Kraft-Pletscher**, in Schleithheim, Sägerei und Holzhandel (SHAB. Nr. 16 vom 21. 1. 1965, S. 228). Diese Firma wird infolge Todes des Inhabers gelöscht. Aktiven und Passiven wurden von der nachstehend eingetragenen Kommanditgesellschaft «Kraft & Co.», in Schleithheim, übernommen.

24. Dezember 1968. Sägerei, Holzhandel.  
**Kraft & Co.**, in Schleithheim. Unter dieser Firma besteht eine Kommanditgesellschaft, die am 1. Juli 1968 begonnen hat. Unbeschränkt haftende Gesellschafterin ist Hedwig Kraft, von Gächlingen, in Schleithheim. Kommanditär mit einer Kommandite (Bareinlage) von Fr. 1000 ist Rudolf Kraft, von Gächlingen, in Zürich. Es ist ihm Einzelunterschrift erteilt. Die Gesellschaft hat Aktiven und Passiven der erloschenen Einzelfirma «Alfred Pletscher, Inhaber Waldemar Kraft-Pletscher», in Schleithheim, übernommen. Sägerei und Holzhandlung. Geschäftslokal: Hallauerstrasse.

24. Dezember 1968.  
**Unionsdruckerei AG Schaffhausen**, in Schaffhausen (SHAB. Nr. 166 vom 20. 7. 1965, S. 2281). Die Unterschrift von Ernst Rayler, Geschäftsführer, ist erloschen. Als neuer Geschäftsführer mit Kollektivunterschrift zu zweien wurde gewählt: Rolf Möckli, von Mett-Oberschlatt, in Neuhausen am Rheinfall.

24. Dezember 1968. Uhren.  
**H. E. Homberger, vormals International Watch Co.**, in Schaffhausen, Fabrikation und Vertrieb von Ankeruhren (SHAB. Nr. 196 vom 22. 8. 1968, S. 1826). Kollektivprokura zu zweien wurde erteilt an Gregor Fischer, von Hefenhofen, in Schaffhausen.

#### Appenzel A.-Rh. – Appenzel Rh. ext. – Appenzello est.

24. Dezember 1968. Drucksachenhandel, Papeterie usw.  
**Zellweger**, in Herisau A., Handel mit Drucksachen und Papier, Papeterie (SHAB. Nr. 4 vom 7. 1. 1969, S. 29). Die Firma erteilt Einzelprokura an Irma Schopfer, von und in St. Gallen.

#### Appenzel I.-Rh. – Appenzel Rh. int. – Appenzello int.

24. Dezember 1968. Möbel, Fenster.  
**Johann Dörig**, in Appenzel I., Fabrikation von und Handel mit Möbeln und Fenstern (SHAB. Nr. 76 vom 3. 4. 1967, S. 1118). Die Firma ist infolge Gründung einer Aktiengesellschaft erloschen. Aktiven und Passiven gehen über an die Nachfolgefirma «Fenster-Dörig AG», in Appenzel.

24. Dezember 1968.  
**Fenster-Dörig AG**, in Appenzel I. Gemäss öffentlicher Urkunde und Statuten vom 23. Dezember 1968 besteht unter dieser Firma eine Aktiengesellschaft. Sie bezweckt den Betrieb einer Fensterfabrik. Die Gesellschaft kann alle damit verbundenen Geschäfte tätigen sowie auch Liegenschaften kaufen, verkaufen, mieten oder vermieten und sich an gleichen Unternehmungen beteiligen. Das voll liberierte Grundkapital beträgt Fr. 600.000, eingeteilt in 600 Namenaktien zu Fr. 1000. Die Gesellschaft übernimmt gemäss Sacheinlagevertrag vom 15. Dezember 1968 und Uebernahmebilanz per 15. Dezember 1968 von der bisherigen Einzelfirma Johann Dörig, in Appenzel, Aktiven Fr. 1 400 421.76 und ein Passiven Fr. 840 466.15, so dass sich ein Uebernahmepreis von Fr. 559 955.61 ergibt. Von diesem Uebernahmepreis werden Fr. 500 000 auf das Aktienkapital an gerechnet. Die restlichen Fr. 100 000 werden mit Darlehensforderungen verrechnet. Die Bekanntmachungen erfolgen im Schweizerischen Handelsamtsblatt, die Mitteilungen an die Aktionäre durch eingeschriebenen Brief. Der Verwaltungsrat besteht aus einem oder mehreren Mitgliedern. Ihm gehören an: Johann Dörig als Präsident und Ida Dörig-Sutter, beide von und in Appenzel I. Sie führen Einzelunterschrift. Geschäftsdomizil: Blattenheimstrasse 2.

24. Dezember 1968. Elektrische Anlagen.  
**E. Bischofberger**, in Obereg. Inhaber der Firma ist Edwin Bischofberger, von Obereg., in Heerbrugg, Gemeinde Au SG. Elektrische Anlagen. Vorderberg 16.

#### St. Gallen – St-Gall – San Gallo

24. Dezember 1968.  
**Algü Albrecht & Göltenboth**, in St. Gallen, Informations- und Ueberwachungsdienst für Industrie und Wirtschaft; Handelsauskunft (SHAB. Nr. 270 vom 17. 11. 1967, S. 3802). Diese Kollektivgesellschaft hat sich infolge Ausscheidens des Gesellschafters Urs Albrecht aufgelöst. Die Firma ist per 31. Dezember 1968 erloschen. Das Geschäft wird vom verbleibenden Gesellschafter Karl Göltenboth, von und in St. Gallen, als Einzelfirma im Sinne von Art. 579 OR weitergeführt. Die Firma lautet nun: **Handels-, Industrie- und Privatauskunft Göltenboth**. Zweisitz ist nun: Handels-, Industrie- und Privatauskunft. Die Prokura von Elisabeth Albrecht ist erloschen. Geschäftsdomizil: Rosenbergstrasse 28.

24. Dezember 1968.  
**Schneider & Co. A.G. Elektrotechnische Unternehmungen**, in Sankt Gallen (SHAB. Nr. 185 vom 10. 8. 1951, S. 2027). Einzelprokura wurde erteilt an Herbert Schneider, von Wilen-Rickenbach TG, in St. Gallen, und Kollektivprokura zu zweien an Paul Wenk, von Schmerikon SG, in St. Gallen, und Walter Vetsch, von Grabs SG, in St. Gallen.

24. Dezember 1968.  
**Schuhhaus Stoss AG**, in Alltstätten (SHAB. Nr. 118 vom 26. 5. 1964, S. 1636). Karl Preisig, Präsident, dessen Unterschrift erloschen ist, ist aus dem Verwaltungsrat ausgeschieden. Das bisherige Verwaltungsratsmitglied Rudolf Emil Neff ist nun Präsident; er führt anstelle der Kollektiv- zum Einzelunterschrift. Neu wurden in den Verwaltungsrat gewählt: Max Buser, von Niedererlinsbach, in Zürich, und Werner Martin-Leemann, von und in Grabs; sie führen keine Unterschrift.

24. Dezember 1968.  
**Krefina-Bank AG**, in St. Gallen (SHAB. Nr. 299 vom 23. 12. 1964, S. 3850). Die Prokura von Marie Rohner-Neff ist erloschen.

24. Dezember 1968. Schirme.  
**Eugen Leu's Erben**, in St. Gallen, Schirmgeschäft mit Fabrikation, Kollektivgesellschaft (SHAB. Nr. 259 vom 5. 11. 1943, Seite 2480). Geschäftsdomizil: Bohl 2.

24. Dezember 1968. Käserei, Schweinemästerei.  
**Bernhard Brändle**, in Gebertingen, Gemeinde Ernetschwil, Käserei und Schweinemast (SHAB. Nr. 306 vom 29. 12. 1944, Seite 2889). Die Firma ist infolge Aufgabe des Geschäftes erloschen.

24. Dezember 1968. Gasthaus usw.  
**J. Senn-Felber**, in Mogelsberg. Inhaber der Firma ist Josef Senn, von Mosnang SG, in Mogelsberg. Betrieb des Gasthauses und der Fremdenpension «Wolfensberg». Wolfensberg, Postkreis Degersheim.

24. Dezember 1968. Restaurant.  
**Meinrad Fuchs**, bisher in Gossau, Betrieb des Post-Hotel Bund (SHAB. Nr. 72 vom 31. 3. 1964, S. 994). Die Firma hat den Sitz nach Wil verlegt, wo der Inhaber nun auch wohnt. Zweck ist nun: Betrieb des Café-Restaurants Sonne. Toggenburgerstrasse 1.

24. Dezember 1968.  
**Paul Bachmann, Maurergeschäft**, in Kirchberg (SHAB. Nr. 189 vom 15. 8. 1946, S. 2435). Die Firma ist infolge Aufgabe des Geschäftes erloschen. Aktiven und Passiven gehen über an die bereits im Handelsregister eingetragene Firma «Leo Stiehrberger», in Wil.

31. Dezember 1968. Elektrische Installationen.  
**Tony Brander & Co.**, in Berneck. Anton Brander, von Ebnat-Kappel, in Berneck, und Hans Weder, von und in Diepoldau, sind unter obiger Firma eine Kommanditgesellschaft eingegangen, die am 1. Januar 1969 ihren Anfang nimmt. Unbeschränkt haftender Gesellschafter ist Anton Brander. Kommanditär mit einer Kommandite von Fr. 1000, die durch Sacheinlagen voll liberiert ist, ist Hans Weder. Ausführung elektrischer Installationen. Tramstrasse Nr. 169.

#### Waadt – Vand – Vand Bureau de Lausanne

19 décembre 1968.  
**Sofico, Société fiduciaire d'études et d'expertises comptables S.A.** à Lausanne (FOSC. du 27. 12. 1966, p. 4118). Capital porté de fr. 50 000 à fr. 100 000, par l'émission de 100 actions au porteur de fr. 500, entièrement libérées. Nouveaux statuts: 18 décembre 1968. Capital entièrement libéré: fr. 100 000, divisé en 200 actions au porteur de fr. 500.

#### Bureau de Vevey

Complément.  
**Instruments Ryan S.A.**, à La Tour-de-Peilz (FOSC. du 31. 12. 1968, p. 2825). Le domicile légal de la société est au chemin des Buleuses 154, chez André Coigny, et le bureau à Lausanne, chemin des Trois Rois 2, chez Fides Union fiduciaire.

#### Bureau d'Yverdon

23 décembre 1968. Bateaux, articles de sport.  
**K. Schweizer S.A.**, à Yverdon. Suivant acte authentique et statuts du 23 novembre 1968, il a été constitué, sous cette raison sociale, une société anonyme ayant pour but: la fabrication de bateaux et le commerce de bateaux et moteurs en tous genres, la fabrication et le commerce de tous accessoires nautiques, ainsi que de tous objets s'y rapportant, le commerce d'articles de sport notamment, et la fabrication et le commerce de tous objets en matière plastique ou analogue, ainsi que toutes opérations commerciales, financières et immobilières et de participation y relatives. La société peut participer à d'autres entreprises en Suisse et à l'étranger. Le capital social est de fr. 85 000 divisé en 170 actions de fr. 500 chacune, nominatives. Il est entièrement libéré. Il a été fait apport à la société de divers biens mobiliers, selon convention spéciale annexée aux statuts, biens estimés à fr. 65 000. Ces apports ont été acceptés pour le prix de fr. 65 000 contre remise aux apporteurs de 130 actions nominatives de fr. 500 chacune, entièrement libérées. L'assemblée générale est convoquée par lettre recommandée ou par publication dans l'organe de publicité. L'organe de publicité est la Feuille officielle suisse du commerce. Le conseil d'administration est composé de 1 à 5 membres, actuellement de Frédéric Iselli, de et à Yverdon, président; Jean-Pierre Neuenchwander, d'Egwil, de et à Yverdon, secrétaire; Kurt Schweizer, de Ringgenberg BE, à Yverdon, administrateur-délégué, Otto Weber, de Vordemwald, à Yverdon, administrateur-délégué, et Jean Winkler, de Winterthur, à Yverdon, membre. La société est engagée par la signature individuelle d'un administrateur-délégué ou par la signature collective à deux de deux administrateurs. Locaux: chez Kurt Schweizer, rue du Chemin 36.

26 décembre 1968.  
**Beldona Yverdon, Corsets et Lingerie S.A.**, à Yverdon. exploitation d'un magasin de vente en détail de corsets et de lingerie (FOSC. du 2. 2. 1966, p. 357). Cette raison sociale est radiée d'office du registre du commerce d'Yverdon par suite de transfert du siège de la société à Lausanne (FOSC. du 20. 12. 1968, p. 2759).

#### Wallis – Valais – Vallesse Bureau de St-Maurice

20 décembre 1968. Bois.  
**Arbols SA**, à Vernayaz, industrie du bois, etc. (FOSC. du 9. 2. 1968, p. 284). Les administrateurs Albert Maret et Albert Bruchez sont démissionnaires; leurs signatures sont radiées. Paul Chappeux, jusqu'ici membre, est vice-président. Est entré comme membre sans signature dans le conseil Paul Troillet, de et à Bagnes. La société

té est engagée par les signatures collectives du président et du vice-président. Le capital social de fr. 700 000 a été entièrement libéré. Par acte authentique du 19 novembre 1968, en modifiant en conséquence les statuts, l'assemblée générale a réduit le capital social de fr. 700 000 à fr. 350 000 au sens de l'article 735 CO par annulation de 350 actions nominatives de fr. 1000. Le capital est ainsi actuellement de fr. 350 000; il est entièrement libéré et divisé en 350 actions de fr. 1000 nominatives.

20 décembre 1968. Laines, vêtements.  
Madi Girard et Suzanne Leryen, à Martigny, commerce de laines, vêtements pour enfants, layettes sous l'enseigne «Au Bambino», société en nom collectif (FOSC. du 20. 8. 1957, p. 2236). Le premier mai 1967 Madi Girard s'est retirée de la société; celle-ci est dissoute; la raison sociale est radiée. Suzanne Leryen continue seule les affaires au sens de l'article 579 CO sous la raison individuelle Suzanne Leryen.

20 décembre 1968. Vêtements.  
Madi Girard, à Bagnes, commerce de vêtements pour enfants sous l'enseigne «Au Bambino», Verber.

26 décembre 1968. Maçonnerie, etc.  
Michaud et Fellay, à Bagnes, maçonnerie, menuiserie, charpenterie, société en nom collectif (FOSC. du 17. 4. 1963, p. 1086). Le 1<sup>er</sup> juin 1968 l'associé Emile Fellay s'est retiré de la société; celle-ci continue sous la même raison sociale entre les associés restant Louis Michaud et Louis Fellay qui signent collectivement ensemble.

#### Bureau de Sion

20 décembre 1968. Transports, terrassements, machines.  
Berclaz Frères et Cie S.A., à Montana, commune de Montana. Suivant acte authentique et statuts du 30 septembre 1968, il a été constitué, sous cette raison sociale, une société anonyme ayant pour but: l'exploitation d'une entreprise de transports et de terrassements, l'achat, la vente et l'échange de machines de chantier, la participation à toutes opérations financières et toutes transactions s'y rapportant. Le capital social de fr. 50 000 est divisé en 50 actions nominatives de fr. 1000 chacune, entièrement libéré. La société a repris, pour le prix de fr. 260 000, des machines de chantier, de la société Arthur Duc S.A., selon inventaire et convention du 30 septembre 1968. Les publications sont faites dans le Bulletin officiel du canton du Valais, sous réserve de celles qui doivent aussi paraître dans la Feuille officielle suisse du commerce. Les communications et convocations sont adressées aux actionnaires par lettre recommandée ou par insertion dans l'organe de publicité de la société. Le conseil d'administration est composé d'un à cinq membres, actuellement de Roland Berclaz, de Veyras, à Venthône, président; Gaston Bonvin, de Lens, à Crans s/Chermignon, secrétaire. La société est engagée par la signature collective du président et du secrétaire. Domicile légal: chez Edgard Barras, à Montana, commune de Montana. Bureaux: chez Fiduciaire Experto, à Crans s/Lens.

20 décembre 1968. Bois.  
Gauye & Theytaz, à Euseigne, commune d'Hérens, société en nom collectif, transports et commerce de bois (FOSC. du 3. 8. 1955, N° 179, p. 2013). La société est dissoute depuis le 1<sup>er</sup> décembre 1968. Sa liquidation étant terminée, cette raison sociale est radiée.

20 décembre 1968. Immeubles.  
S.I. L'Hôtel des Martinets, à Sion, société anonyme (FOSC. du 15. 10. 1968, N° 244, p. 2245). Cette raison sociale est radiée d'office du registre du commerce de Sion, par suite de transfert du siège de la société aux Plans sur Bex, commune de Bex (FOSC. du 18. 12. 1968, N° 297, p. 2739).

20 décembre 1968.  
Constant et Clovis Rey, Carrosserie, à Montana, commune de Montana. Constant Rey et Clovis Rey, tous deux de et à Montana, commune de Montana, ont constitué, sous cette raison sociale, une société en nom collectif qui a commencé le 2 novembre 1963. Exploitation d'une carrosserie.

23 décembre 1968.  
Télécabine Veyonnaz-Thyon S.A., à Veyonnaz (FOSC. du 15. 9. 1967, N° 216, p. 3072). Suivant procès-verbal authentique de son assemblée générale du 13 septembre 1968, la société a décidé de réduire, au sens de l'art. 735 CO, son capital social de fr. 800 000 à fr. 400 000, la valeur nominale de chacune des 1600 actions formant le capital social ayant été réduite de fr. 500 à fr. 250; de porter son capital social de fr. 400 000 à fr. 1 000 000 par l'émission de 120 actions, au porteur, de fr. 500 chacune, entièrement libérées, par compensation de créances contre la société. Le capital social, entièrement libéré, est de fr. 1 000 000, divisé en 1600 actions de fr. 250 chacune, au porteur, et 1200 actions de fr. 500 chacune, au porteur. Les statuts ont été modifiés en conséquence.

23 décembre 1968.  
Société Immobilière Beaulieu S.A. Sion, à Sion (FOSC. du 22. 6. 1960, N° 143, p. 1854). Achat, vente, gérance et mise en valeur de propriétés. Suivant procès-verbal authentique de son assemblée générale du 28 novembre 1968, la société a décidé sa dissolution. Elle ne subsiste plus que pour sa liquidation qui sera opérée sous la raison sociale: Société Immobilière Beaulieu S.A. Sion en liq<sup>ue</sup>, par Robert Sprenger, de Rheinfelden, à Sion, nommé liquidateur, avec signature sociale individuelle. Les pouvoirs conférés à André Duc, vice-président, et Ernest Moix sont éteints. Adresse de la société en liquidation: chez Robert Sprenger, La Croisette, Sion.

26 décembre 1968. Installations sanitaires.  
Millius Maurice, à Plan-Conthey, installations sanitaires et chauffages centraux (FOSC. du 26. 12. 1961, N° 302, p. 3743). La maison est radiée par suite de remise de commerce.

26 décembre 1968. Installations sanitaires, etc.  
Millius Maurice et Jean-Pierre, à Plan-Conthey. Maurice Millius et Jean-Pierre Millius, tous les deux de Batschieder VS, à Plan-Conthey, ont constitué, sous cette raison sociale, une société en nom collectif qui a commencé le 1<sup>er</sup> janvier 1968. La société est engagée par la signature individuelle de Maurice Millius. Installations sanitaires et chauffages centraux.

#### Neuenburg - Neuchâtel - Neuchâtel

##### Bureau de Neuchâtel

26 décembre 1968. Radio, TV, etc.  
Téléleasing S. A. r. l., à Neuchâtel, achat, vente, location et réparation d'appareils de radio, TV, etc (FOSC. du 1. 8. 1968, N° 178, p. 1682). Suivant procès-verbal authentique du 29 novembre 1968 la société a décidé sa dissolution. La liquidation est terminée. Sa radiation ne peut intervenir le consentement des autorités fiscales faisant défaut.

#### Genève - Genève - Ginevra

20 décembre 1968. Stores à rouleaux.  
Bottiglieri Frères, à Carouge, manufacture de stores à rouleaux, société en nom collectif (FOSC. du 22. 10. 1968, p. 2280). L'associé François Bottiglieri et sa femme Huguette, née Thérault, sont soumis au régime de la séparation de biens.

20 décembre 1968. Affaires immobilières.  
J. Piola, à Collonge-Bellerive, transactions immobilières et gérance d'immeubles (FOSC. du 17. 5. 1965, p. 1557). Le chef de maison Jean Piola et sa femme Georgette, née Gantier, sont soumis au régime de la séparation de biens.

20 décembre 1968. Appareils médicaux.  
Barataud et Piola «Etablissement Barapiop», à Collonge-Bellerive, fabrication et vente d'appareils médicaux, société en nom collectif (FOSC. du 11. 12. 1967, p. 4066). L'associé Jean Piola et sa femme Georgette, née Gantier, sont soumis au régime de la séparation de biens.

20 décembre 1968.  
Imprimerie Grivet, à Genève, imprimerie typographique (FOSC. du 5. 9. 1961, p. 2589). Le chef de la maison Eugène Grivet et sa femme Jeanne, née Eichenberger, sont soumis au régime de la séparation de biens.

20 décembre 1968. Comestibles.  
«Pêcheries de Versoix» André Terrier fils, à Versoix, commerce de comestibles (FOSC. du 16. 3. 1967, p. 931). Le chef de la maison André Eugène Terrier et sa femme Christiane, née Hostettler, sont soumis au régime de la séparation de biens.

20 décembre 1968. Carrelage, etc.  
«Carbina» Mario Binaghi, à Genève, entreprise de carrelage et revêtements, en faillite (FOSC. du 14. 12. 1967, p. 4113). Le chef de la maison Mario Binaghi et sa femme Elvira, née Matter, sont soumis au régime de la séparation de biens.

20 décembre 1968. Produits alimentaires.  
François Orange, à Genève, importation et commerce de produits alimentaires en faillite (FOSC. du 31. 5. 1968, p. 1170). Le chef de la maison François-Roger-Auguste Orange et sa femme Simone, née Thierry, sont soumis au régime de la séparation de biens.

20 décembre 1968. Café-restaurant.  
Gérard Ranzoni, à Versoix, café-restaurant à l'enseigne «Café-restaurant de l'Aigle» (FOSC. du 9. 11. 1967, p. 3709). Le chef de la maison Gérard Ranzoni et sa femme Elisabeth, née Hasler, sont soumis au régime de la séparation de biens.

20 décembre 1968. Articles de literie.  
«Mon Confort» Henriette Nicolas, à Genève, commerce d'articles de literie et décoration (FOSC. du 26. 3. 1963, p. 882). Le chef de la maison a été déclaré en état de faillite par jugement du Tribunal de première instance de Genève.

20 décembre 1968. Café-brasserie.  
Gactano & Denise Vinciguerra, à Genève, café-brasserie à l'enseigne «Café du Commerce», société en nom collectif (FOSC. du 14. 10. 1968, p. 2217). La société est dissoute par suite de faillite prononcée par jugement du Tribunal de première instance de Genève du 5 décembre 1968.

20 décembre 1968. Architecte-paysagiste, etc.  
Jean Nicoud «Jardin Service», à Chêne-Bourg, architecte-paysagiste; création et entretien de tennis, parcs et jardins (FOSC. du 23. 2. 1966, p. 612). Nouvel objet: architecte, paysagiste, pépiniériste; création et entretien de tennis, parcs et jardins. Nouvelle adresse: 39, chemin du Bois-des-Arts.

20 décembre 1968. Confiserie, etc.  
J. Pumariega, à Genève, confiserie à l'enseigne «Bonbonnière Rosemarie», etc. (FOSC. du 10. 5. 1965, p. 1466). Nouvel objet: confiserie et commerce de spiritueux à l'enseigne «Bonbonnière Rosemarie» et débit de tabacs et vente de journaux à l'enseigne «Tabacs de la Tourlelle». Nouvelle adresse: 29, chemin Moise-Duboulet.

20 décembre 1968. Jardin d'enfants.  
«La Ronde» M. et Mme Ashery, au Grand-Saconnex, jardin d'enfants, société en nom collectif (FOSC. du 10. 2. 1967, p. 514). La société exploite un second établissement à Genève, 8, rue de Vermont.

20 décembre 1968. Gestion de fonds de placement.  
AII Management SA, à Genève, gestion de fonds de placement (FOSC. du 19. 11. 1968, p. 2504). Nouvelle adresse: 15, rue Pierre-Fatio.

20 décembre 1968.  
Société de Navigation de la Mer Egée S. Typaldos Frères SA, Le Piree, succursale de Genève, à Genève (FOSC. du 22. 11. 1963, p. 3325). La succursale a été déclarée en état de faillite par jugement du Tribunal de première instance de Genève du 25 octobre 1968.

20 décembre 1968.  
Société Immobilière Boulevard Georges Favon N° 8, à Genève, société anonyme (FOSC. du 13. 5. 1968, p. 1026). Jacques Ricci n'est plus administrateur; ses pouvoirs sont radiés. Charles-André Junod, de et à Genève, est administrateur unique avec signature individuelle. Nouvelle adresse: 10, rue de la Corrairie, chez Charles-André Junod, avocat.

20 décembre 1968. Appareils de chauffage.  
G. Nössler SA, à Genève, installation d'appareils de chauffage (FOSC. du 22. 5. 1968, p. 1104). Nouvelle adresse: 16, rue Richemont.

20 décembre 1968.  
Parfumeries Fines de Paris SA, à Genève (FOSC. du 8. 10. 1952, p. 2477). Les pouvoirs de Hans Keller sont radiés. Signature collective à été conférée à Jean-Pierre Deshieux, de France, à Genève, directeur.

20 décembre 1968. Produits manufacturés ou non.  
Ronico SA, à Genève, achat, vente, importation, exportation, commission et représentation de tous produits et articles manufacturés ou non, etc. (FOSC. du 16. 2. 1965, p. 504). La société est dissoute. Par conséquent, elle est en liquidation sous la raison sociale Ronico SA, en liquidation. Liquidateur: l'administrateur André Mercier de Bettens, jusqu'ici président, avec signature individuelle. Kurt Erné n'est plus administrateur; ses pouvoirs sont radiés.

20 décembre 1968. Nettoyage de tous locaux.  
La Rayonnante SA, à Genève, nettoyage, entretien et remise en état de tous locaux (FOSC. du 18. 3. 1968, p. 574). Nouvelle adresse: 52, rue Montbrillant.

20 décembre 1968. Produits alimentaires, etc.  
Salvaj et Cie, société Anonyme, à Genève (FOSC. du 9. 11. 1965, p. 3517). But modifié: représentation et commerce en Suisse et à l'étranger de tous produits alimentaires ou autres, de provenance indigène ou étrangère. Statuts modifiés le 9 décembre 1968.

20 décembre 1968. Produits pharmaceutiques.  
Sapos SA, à Genève, produits pharmaceutiques et chimie en général (FOSC. du 9. 12. 1968, p. 2667). Raphaël Russi (décédé) n'est plus administrateur; ses pouvoirs sont radiés. Giorgio Russi, d'Italie, à Rome, est membre et président du conseil d'administration avec signature individuelle.

20 décembre 1968. Immeubles.

SI Grand Trêfle M, à Genève, société anonyme (FOSC. du 3. 1. 1967, p. 4);

SI Grand Trêfle N, à Genève, société anonyme (FOSC. du 3. 1. 1967, p. 4);

SI Grand Trêfle O, à Genève, société anonyme (FOSC. du 3. 1. 1967, p. 4);

SI Grand Trêfle P, à Genève, société anonyme (FOSC. du 3. 1. 1967, p. 4);

SI Grand Trêfle R, à Genève, société anonyme (FOSC. du 3. 1. 1967, p. 4);

SI Grand Trêfle S, à Genève, société anonyme (FOSC. du 3. 1. 1967, p. 4);

SI Grand Trêfle T, à Genève, société anonyme (FOSC. du 3. 1. 1967, p. 4);

SI Grand Trêfle V, à Genève, société anonyme (FOSC. du 30. 5. 1963, p. 1587).

Horace Julliard n'est plus administrateur; ses pouvoirs sont radiés. Charles Schenk, de Röttenbach im Emmental BE, à Meyrin, est administrateur unique avec signature individuelle. Nouvelle adresse: 25, rue du Stand, chez la direction d'arrondissement des téléphones.

20 décembre 1968. Encaissement pour le compte de tiers.  
Webo, à Genève, encaissement pour le compte de tiers de toutes sommes provenant d'opérations de courtage, etc., société anonyme (FOSC. du 3. 9. 1962, p. 2526). La société est dissoute. Par conséquent, elle est en liquidation sous la raison sociale Webo, en liquidation. Liquidateur: Eric Sandoz, administrateur (inscrit), avec signature individuelle.

20 décembre 1968.  
NET, Nouveautés et Editions Touristiques SARL, à Genève (FOSC. du 16. 10. 1968, p. 2238). Gilbert Domon, associé gérant (inscrit), est maintenant domicilié à Coligny.

20 décembre 1968.  
Société de financement international de la Compagnie de Suez, Sofis SA, à Genève (FOSC. du 7. 10. 1968, p. 2161). Capital porté de fr. 16 000 000 à fr. 70 000 000 par l'émission de 540 actions de fr. 100 000, nominatives. Division des 16 000 actions anciennes de fr. 1000 en 10 000 actions de fr. 100, et 150 actions de fr. 100 000. Capital: fr. 70 000 000, entièrement versé, divisé en 10 000 actions de fr. 100, à droit de vote privilégié, et 690 actions de fr. 100 000, toutes nominatives. Apport en nature: portefeuille de titres de sociétés étrangères, selon un relevé détaillé en date du 12 décembre 1968, pour fr. 54 000 000, montant entièrement imputé sur le capital. But modifié: concourir, sur le plan international, à la politique financière de la «Compagnie Financière de Suez et de l'Union Parisienne», société anonyme à Paris, et de son groupe, et détenir des participations internationales de ce groupe. Statuts modifiés le 13 décembre 1968.

20 décembre 1968.  
Union Suisse, Compagnie Générale d'Assurances (Schweizer Union Allgemeine Versicherungs-Gesellschaft) (Union Svizzera, Compagnia Generale di Assicurazioni) (Swiss Union, General Insurance Co Ltd) (Union Suiza, Compañía General de Seguros) (Zwitserse Unie, Algemene Verzekering Maatschappij), à Genève, société anonyme (FOSC. du 5. 7. 1968, p. 1464). But modifié: exploitation directe ou indirecte de toutes assurances et réassurances en Suisse et à l'étranger, à l'exception de l'assurance directe sur la vie humaine. La compagnie peut s'intéresser à d'autres entreprises d'assurances. Elle peut procéder à toutes opérations se rattachant à son but, en particulier celles relatives à la gestion de son patrimoine, notamment l'achat et la vente de valeurs mobilières et immobilières et l'octroi de prêts hypothécaires. Capital porté de fr. 8 000 000 à fr. 11 000 000 par l'émission de 6000 actions de fr. 500, nominatives. Capital: fr. 11 000 000, versé à concurrence de fr. 8 800 000, divisé en 22 000 actions de fr. 500, nominatives. Administration: cinq membres au moins. Nouveaux statuts du 19 décembre 1968.

23 décembre 1968. Laiterie-charcuterie-épicerie.  
Joseph Debons, à Genève, laiterie-charcuterie-épicerie (FOSC. du 2. 10. 1950, p. 2513). L'inscription est radiée par suite de cessation de l'exploitation.

23 décembre 1968. Entreprise de déménagement, etc.  
Blein Fils, à Chêne-Bourg. Chef de la maison: Fernand Blein, de Gumefens FR, à Chêne-Bourg. Entreprise de déménagement et emballage. 4, avenue du Printemps.

23 décembre 1968.  
«Station-service City» Pierre Gerber, à Genève, station-service et commerce d'automobiles d'occasion. La radiation opérée par erreur le 26 novembre 1968 (FOSC. du 5. 12. 1968, p. 2641) est annulée. L'inscription est donc rétablie. Il est rappelé que le chef de la maison est en faillite.

23 décembre 1968. Viande de cheval, etc.  
Lucien Jemmy, à Genève. Chef de la maison: Lucien Jemmy, de Courtepin FR, à Genève. Importation, exportation et représentation de toutes marchandises et, en particulier, de viande de cheval. 20, rue de la Poterie.

23 décembre 1968. Banque.  
Lombard, Odier et Cie, à Genève, banque, société en nom collectif (FOSC. du 16. 10. 1968, p. 2236). Procuration collective à deux a été conférée à Georges Bourgeois, de et à Genève, Daniel Châtelain, de et à Genève, Pierre Ducommun, de et à Genève, René Herren, de et à Genève, et François Storno, de Vevey, à Genève.

23 décembre 1968. Etude, organisation de tous marchés, etc.  
Noricansa SA, en liquidation, à Genève, étude, organisation, financement et conclusion de tous marchés, etc. (FOSC. du 20. 3. 1968, p. 593). Sa liquidation étant terminée, la société est radiée.

23 décembre 1968.  
Compagnie Nouvelle des Parfums d'Orsay, à Puteaux (Seine), succursale de Genève, à Genève (FOSC. du 14. 2. 1957, p. 437). La succursale est radiée par suite de cessation de l'exploitation.

23 décembre 1968. Organisation de manifestations sportives, etc.  
Scanart SA, à Genève, conclure et organiser toutes manifestations sportives, etc. (FOSC. du 12. 10. 1965, p. 3191). La société est dissoute. Sa liquidation étant terminée, elle est radiée.

23 décembre 1968. Restaurant, bars, etc.  
Tamanu SA, à Genève, exploitation de restaurants, bars, etc. (FOSC. du 18. 10. 1966, p. 3278). Par suite de transfert de son siège à Lausanne n, la société a été inscrite au registre de Lausanne (FOSC. du 18. 12. 1968, p. 2739). Par conséquent, elle est radiée d'office du registre de Genève.

23 décembre 1968.  
Société auxiliaire de transports, à Genève, société anonyme (FOSC. du 26. 1. 1965, p. 283). La société est dissoute de fait et liquidée. Par conséquent, elle est radiée. (Radiation opérée d'office en exécution de la décision de l'autorité cantonale de surveillance du 12 juillet 1968).

23 décembre 1968.  
Editions Claude Givaudan SA, à Genève (FOSC. du 4. 11. 1968, p. 2834). Nouvelle adresse: 5, rue John-Grasset.

23 décembre 1968. Montres, etc.  
Jaquet-Girard SA, à Lancy, vente de montres, etc. (FOSC. du 4. 4. 1967, p. 1136). Nouveau siège: Genève. Statuts modifiés le 11 décembre 1968. Adresse: 7, rue de la Croix-d'Or.

23 décembre 1968. Immeubles.  
SI Laurana-Parc G, à Genève, société anonyme (FOSC. du 4. 5. 1965, p. 1396). Pierre Wicht n'est plus administrateur; ses pouvoirs sont radiés. Edouard Terrier, d'Avusy, à Carouge, est membre du conseil d'administration avec signature collective à deux. Nouvelle adresse: 3, place du Bourg-de-Four, secrétariat du département des finances et contributions.

23 décembre 1968. Immeubles.  
SI Laurana-Parc H, à Genève, société anonyme (FOSC. du 4. 5. 1965, p. 1396). Pierre Wicht n'est plus administrateur; ses pouvoirs sont radiés. Edouard Terrier, d'Avusy, à Carouge, est membre du conseil d'administration avec signature collective à deux. Nouvelle adresse: 3, place du Bourg-de-Four, secrétariat du département des finances et contributions.

23 décembre 1968.  
Société Anonyme Immobilière Miel, à Genève (FOSC. du 8. 6. 1961, p. 1650). La société est dissoute. Par conséquent, elle est en liquidation sous la raison sociale Société Anonyme Immobilière Miel, en liquidation. Liquidatrice: Pearl Secrétan, jusqu'ici administratrice, avec signature individuelle.

23 décembre 1968. Immeubles.  
SI Versoix-Mont-Blanc-Lac «PAT» Quatre, à Chêne-Bourg, société anonyme (FOSC. du 12. 3. 1968, p. 526). Statuts modifiés le 27 novembre 1968 sur un point non soumis à l'inscription.

23 décembre 1968. Immeubles.  
SI Versoix-Mont-Blanc-Lac «PAT» Cinq, à Chêne-Bourg, société anonyme (FOSC. du 12. 3. 1968, p. 526). Statuts modifiés le 27 novembre 1968 sur un point non soumis à l'inscription.

23 décembre 1968. Créations graphiques, etc.  
Edilux SA, à Genève, société anonyme. Date des statuts: 12 décembre 1968. But: toutes créations et réalisations graphiques, tous travaux d'édition et d'impression et conseils dans le domaine de la publicité. Capital: fr. 50'000, versé à concurrence de fr. 31'000, divisé en 200 actions de fr. 250, au porteur. Organe de publicité: Feuille officielle suisse du commerce. Administration (un ou plusieurs membres): Claude Freymond, de St-Cierges VD, à Nyon VD, administrateur unique avec signature individuelle. Adresse: 22, rue du Cendrier.

23 décembre 1968.

Holding de Finance et de Commerce, à Genève, société anonyme. Date des statuts: 13 décembre 1968. But: participation à toutes entreprises financières, commerciales, industrielles, immobilières ou autres. La société n'exercera aucune activité dans le canton de Genève, sauf toutefois celle strictement nécessaire à son administration. Capital: fr. 50'000, entièrement versé, divisé en 50 actions de fr. 1'000, au porteur. Organe de publicité: Feuille officielle suisse du commerce. Administration (un ou plusieurs membres): Robert Leclerc, de et à Genève, président, et Bertrand de Murali, de Montreux VD, à Genève, secrétaire, lesquels signent collectivement. Adresse: 2, boulevard du Théâtre, chez De l'Harpe et Cie.

23 décembre 1968. Immeubles.

SI Rue de Lausanne 43, à Genève, société anonyme. Date des statuts: 16 décembre 1968. But: achat, vente, possession, exploitation et construction d'immeubles. Capital: fr. 50'000, entièrement versé, divisé en 250 actions de fr. 200, au porteur. Reprise de biens envisagés: parcelles 6410 et 2942 de Genève, section Cité, avec bâtiments, pour fr. 2'000'000. Organe de publicité: Feuille officielle suisse du commerce. Administration (un ou plusieurs membres): William-Henry Matthey de l'Étang, de La Brévine NE, à Lausanne, président, et Bernard-William Delay, de Provence VD, à Lausanne, secrétaire, lesquels signent collectivement. Adresse: 7, rue de la Corrairie, chez Bernasconi et Terrier, notaires.

23 décembre 1968. Matières premières, etc.

Metalka SA, à Genève, société anonyme. Date des statuts: 11 décembre 1968. But: achat, vente, importation, exportation, commission et représentation de matières premières, marchandises de toute nature et de toute provenance, de produits et articles manufacturés ou non; toutes opérations financières touchant le commerce international, ainsi qu'achat, gestion de vente de participations dans toutes entreprises situées à l'extérieur du canton de Genève. Capital: fr. 1'000'000, entièrement versé, divisé en 100 actions de fr. 10'000, au porteur. Organe de publicité: Feuille officielle suisse du commerce. Administration (un ou plusieurs membres): Robert Motu, de Genève, à Avully, administrateur unique avec signature individuelle. Adresse: 17, rue de la Croix-d'Or, chez Robert Motu, avocat.

## Andere gesetzliche Publikationen

### Autres publications légales

### Altre pubblicazioni legali

#### Swissmobil 1961

Anlagefonds für schweizerische Immobilienwerte

#### FONDSREGLEMENT

##### I. Aufgabe und Organisation

###### 1. Unter der Bezeichnung

Swissmobil 1961

Anlagefonds für schweizerische Immobilienwerte

besteht ein Anlagefonds im Sinne von Art. 2 des Bundesgesetzes vom 1. Juli 1966 über die Anlagefonds. Sein Zweck ist die gemeinschaftliche Kapitalanlage in schweizerischen Immobilienwerten. Der Anlagefonds kann laufend durch die Einzahlungen auf die öffentlich ausgegebenen Anteilscheine geäußert werden.

- Die Leitung des Anlagefonds liegt in den Händen der Société Internationale de Placements, Basel.
- Die Verwahrung des Fondsvermögens ist der Schweizerischen Kreditanstalt, Zürich, und dem Schweizerischen Bankverein, Basel, als den Depotbanken des Fonds, übertragen.
- Die Anteilscheine werden als Zertifikate über einen Anteil und 5 Anteile ausgegeben. Sie lauten auf den Inhaber und sind von einem Couponbogen mit Talon begleitet.

##### II. Kollektivanlagevertrag und Vertragsparteien

- Die Rechtsbeziehungen zwischen dem Anteilseininhaber einerseits und Fondsleitung sowie Depotbanken andererseits werden durch das vorliegende Fondsreglement und durch die Bestimmungen über den Kollektivanlagevertrag im Sinne von Art. 8 ff des Bundesgesetzes über die Anlagefonds geordnet.
- Die Fondsleitung verwaltet, unter Vorbehalt der Rechte und Pflichten der Depotbanken, den Anlagefonds selbständig und in eigenem Namen, aber ausschliesslich für Rechnung und im Interesse der Anteilseininhaber. Die Fondsleitung entscheidet insbesondere über die Ausgabe von Anteilscheinen, den Erwerb und den Verkauf von Anlagen für den Fonds sowie die Höhe der flüssigen Mittel. Die Fondsleitung berechnet den Inventarwert sowie den Ausgabe- und Rücknahmepreis der Anteilscheine, setzt die Jahresauschüttung fest, übt die zum Anlagefonds gehörenden Rechte aus und macht diese geltend.
- Die Depotbanken verwalten gemäss ihren allgemeinen Geschäftsbedingungen und unter besonderer Kennzeichnung das gesamte bewegliche Vermögen und die Beweisurkunden über die sonstigen Vermögenswerte des Anlagefonds (Aktien der Immobiliengesellschaften, andere Wertpapiere, Forderungstitel gegen die zum Anlagefonds gehörenden Immobiliengesellschaften und gegen Dritte, Guthaben auf Anlage- und Ertragskonten, übrige Werte) und erfüllen auch die weiteren Aufgaben einer Depothalterin. Die Depotbanken wachen darüber, dass die Fondsleitung die im Fondsreglement und im Bundesgesetz über die Anlagefonds niedergelegten Anlagevorschriften einhält. Für die Auswahl der Anlagen, die die Fondsleitung im Rahmen der Anlagevorschriften trifft, sind die Depotbanken jedoch nicht verantwortlich. Die Depotbanken vermitteln die Ausgabe- und die Rücknahme der Anteilscheine und führen darüber in Zusammenarbeit mit der Fondsleitung eine Kontrolle. Sie besorgen den gesamten Zahlungsverkehr für den Fonds.
- Der Anteilseininhaber hat ein Forderungsrecht gegen die Fondsleitung auf eine seinem Anteil entsprechende Beteiligung am Vermögen und Ertrag des Anlagefonds. Der Anteilseininhaber kann von der Fondsleitung jederzeit die Rücknahme seines Anteilscheines und die Barauszahlung seines Anteils am Anlagefonds verlangen. Enthält der Anlagefonds nicht die für die Auszahlung benötigten flüssigen Mittel, so sorgt die Fondsleitung durch Verkauf von Liegenschaften oder durch Aufnahme von Darlehen oder von Hypotheken für die möglichst rasche Erfüllung des Rücknahmebegehrens. Der Aufschub der Rücknahme soll jedoch nicht länger als 12 Monate dauern.

##### III. Inventarwert, Ausgabe- und Rücknahmepreis der Anteilscheine

- Der Wert eines Anteils wird durch Teilung des Inventarwertes des am Tage der Berechnung vorhandenen gesamten Fondsvermögens durch die Zahl der unlaufenden Anteile ermittelt. Das Fondsvermögen wird dabei auf Grund einer Gesamtrechnung (konsolidierten Rechnung), die das Vermögen des Anlagefonds und das Ver-

mögen der zum Anlagefonds gehörenden Immobiliengesellschaften – unter Ausscheidung der gegenseitigen Beteiligungs- und Forderungsverhältnisse – einschliesst, festgestellt und umfasst damit die Liegenschaften, Guthaben auf Anlage- und Ertragskonten, Wertpapiere und übrigen Werte.

Der Inventarwert des Fondsvermögens entspricht dem Verkehrswert des Fondsvermögens, abzüglich der den Anlagefonds betreffenden Schuldverpflichtungen und der bei der Liquidation des Anlagefonds im Zeitpunkt der Schätzung wahrscheinlich anfallenden Steuern. Der Verkehrswert der Liegenschaften entspricht dem Preis, der bei einem sorgfältigen Verkauf im Zeitpunkt der Verkehrswertschätzung wahrscheinlich erzielt würde. Als Verkehrswert der kotierten oder regelmässig ausserbörslich gehandelten Wertpapiere gilt deren Kurswert.

- Der Ausgabe- und Rücknahmepreis der Anteilscheine basieren auf dem im Zeitpunkt der Ausgabe bzw. der Rücknahme gemäss Ziff. 8 berechneten Inventarwert je Anteil. Der Ausgabepreis der Anteilscheine entspricht dem Inventarwert je Anteil, zuzüglich

- a) der Spesen (Notariatskosten, Handänderungssteuern, Gebühren u.a.), die dem Anlagefonds aus der Anlage des einbezahlten Betrages im Durchschnitt erwachsen;
- b) der Entscheidung der Fondsleitung gemäss Ziff. 16, lit. a;
- c) dem eigenössischen Emmissionsstempel.

Der Rücknahmepreis der Anteilscheine entspricht dem Inventarwert je Anteil, abzüglich der Spesen (Notariatskosten, Handänderungssteuern, Gebühren u.a.), die dem Anlagefonds aus der Veräusserung eines dem Anteil entsprechenden Teils der Anlagen im Durchschnitt erwachsen. Der Ausgabepreis wird auf fünf Franken auf- und der Rücknahmepreis auf fünf Franken abgerundet.

##### IV. Richtlinien der Anlagepolitik

- Die Fondsleitung hat sich in ihrer Anlagepolitik an die folgenden Richtlinien zu halten:

- a) Das Fondsvermögen ist in schweizerischen Immobilienwerten anzulegen. Als solche gelten:
  - Beteiligungen an schweizerischen Immobiliengesellschaften, deren ausschliesslicher Gegenstand und Zweck der Erwerb und Verkauf in der Schweiz gelegener Liegenschaften, die Überbauung von Grundstücken sowie die Vermietung und Verpachtung dieser Immobilien ist, soweit die Beteiligungen mindestens zwei Drittel des Grundkapitals und der Stimmen in den Gesellschaften umfassen;
  - mit oder ohne grundpfandrechtliche Sicherung begründete Forderungen gegen die obgenannten Immobiliengesellschaften;
  - in der Schweiz gelegene Grundstücke, sofern sie auf den Namen der Fondsleitung, aber unter Hinweis auf die Zugehörigkeit zum Anlagefonds im Grundbuch eingetragen sind.
- b) Bei den Anlagen ist eine angemessene Risikoverteilung nach geographischer Lage und nach Grösse der einzelnen Liegenschaften zu beachten.
- c) Als Anlagen kommen vor allem Wohn- und Geschäftshäuser in Frage. Der Kauf von Stockwerkseigentum ist gestattet.
- d) Es können auch Liegenschaften gekauft werden, die zu einem wesentlichen Teil gewerblichen Zwecken dienen. Hotels mit Saisonbetrieb und Fabrikliegenschaften sind von der Anlage ausgeschlossen.
- e) Anlagen in Bauland, das sich für die Erstellung von Wohn- oder Geschäftshäusern eignet, sind zulässig. Das Bauland kann für Rechnung des Fonds selbst überbaut oder gegen eine angemessene Verzinsung Dritten im Baurecht zur Verfügung gestellt werden.
- f) Es können auch im Baurecht erstellte oder zu erstellende Liegenschaften erworben werden, sofern ein angemessener Ertrag erzielt werden kann.
- g) Schuldbriefe auf Immobilien Dritter können im Zusammenhang mit einem vorgesehenen Liegenschaftenerwerb oder einem Liegenschaftenerwerb als vorübergehende Anlage übernommen werden.
- h) Gelder, die für die Verwirklichung von Bauvorhaben oder als Liquiditätsreserve bestimmt sind, können in Obligationen schweizerischer öffentlich-rechtlicher und privater Schuldner angelegt werden. Es dürfen, zum Verkehrswert im Zeitpunkt der Anlage berechnet, vom Fondsvermögen bis zu 5% in nicht-kotierte Titel angelegt werden.
- i) Die flüssigen Mittel sind in Schweizer Franken zu halten.

Wohnhäuser mit mehr als 40 Wohnungen dürfen insgesamt nicht mehr als 50%, Geschäftshäuser nicht mehr als 30%, gewerbliche Liegenschaften nicht mehr als 30%, Bauland nicht mehr als 30% und Schuldbriefe nicht mehr als 5% des gesamten Fondsvermögens, zum Verkehrswert im Zeitpunkt der Anlage berechnet, ausmachen.

- Die Anschaffung von Immobilien darf zu durchschnittlich höchstens 50% der Anlagekosten durch die Aufnahme von grundpfandgesicherten oder ungesicherten Krediten bei Dritten finanziert werden.
- Die Fondsleitung bestimmt eine oder mehrere von ihr unabhängige Personen als ihren oder ihre ständigen Schätzungsexperten. Sie lässt jede Liegenschaft, die für Rechnung des Anlagefonds gekauft oder verkauft werden soll, durch mindestens einen ständigen Experten schätzen. Im Falle fonds-eigener Bauprojekte hat mindestens ein ständiger Experte zu prüfen, ob die voraussichtlichen Kosten durch den Verkehrswert der Anlage gedeckt sind. Der oder die ständigen Schätzungsexperten überprüfen auf den Abschluss eines jeden Rechnungsjahres des Fonds den Verkehrswert aller Liegenschaften, die zum Anlagefonds gehören. Eine gebietsweise Aufteilung der Liegenschaften auf die Schätzungs-experten ist zulässig.

Weicht das Gutachten des oder der ständigen Experten von den eigenen Schätzungen ab, so hat die Fondsleitung zuhanden der Revisionsstelle dazu eine Erklärung abzugeben.

- Die Fondsleitung kann neben dem oder den ständigen Schätzungs-experten nach ihrem Ermessen weitere Sachverständige beiziehen. Die Fondsleitung kann die Verwaltung der einzelnen Immobilien (Vermietung, Inkasso der Mietzinsen, Organisation des Hauswärtendienstes, Anordnung der Unterhaltarbeiten u.a.) sowie die Erledigung aller Angelegenheiten der Immobiliengesellschaften (Buchhaltung, Steuerangelegenheiten u.a.) entweder selbst besorgen oder an Liegenschaftsverwaltungen übertragen.

##### V. Rechenschaftsablage

- Das Rechnungsjahr des Fonds läuft jeweils vom 1. Januar bis zum 31. Dezember. Innerhalb sechs Monaten nach Abschluss des Rechnungsjahres publiziert die Fondsleitung einen Rechenschaftsbericht mit der Jahresrechnung des Anlagefonds. Die Jahresrechnung umfasst eine Vermögensaufstellung sowie eine Ertragsrechnung, die auch Aufschluss über die Verwendung des Reinertrages gibt. Im Rechenschaftsbericht wird darauf hingewiesen, dass die für einen Immobilienfonds gemäss Art. 30 der Vollziehungsverordnung zum Bundesgesetz über Anlagefonds anzuführenden zusätzlichen Aufstellungen am Sitz der Fondsleitung zur Einsicht aufgelegt werden. Das Recht des Anteilseininhabers auf Auskunft gemäss Art. 22 des Bundesgesetzes über die Anlagefonds bleibt vorbehalten.

In der Jahresrechnung werden Vermögen und Ertrag des Anlagefonds und der zum Anlagefonds gehörenden Immobiliengesellschaften – unter Ausscheidung der gegenseitigen Forderungs- und Beteiligungsverhältnisse – in einer Gesamtrechnung (konsolidierten Rechnung) zusammengefasst. Die Vermögensrechnung wird sowohl zu Gestehungskosten als auch zu Verkehrswerten erstellt. Zu Lasten der Ertragsrechnung nimmt die Fondsleitung angemessene Abschreibungen auf den Immobilien sowie Rückstellungen im Hinblick auf künftige Reparaturen der Liegenschaften vor.

Eine von der Aufsichtsbehörde, der Eidgenössischen Bankenkommision, anerkannte Revisionsstelle prüft alljährlich, ob Fondsleitung und Depotbanken die Vorschriften des Fondsreglements und des Bundesgesetzes über die Anlagefonds eingehalten haben. Ein kurzer Befund der Revisionsstelle zur publizierten Jahresrechnung erscheint im Rechenschaftsbericht des Anlagefonds.

- Der Reinertrag des Anlagefonds wird jährlich am 1. Mai an die Anteilseininhaber ausgeschüttet.

Die Fondsleitung kann vom Reinertrag bis zu 10% im Anlagefonds zur Wiederanlage zurückbehalten und bis zu 10% auf neue Rechnung vortragen. Gewinne aus der Veräusserung von Sachen und Rechten, die zum Anlagefonds gehören (Kapitalgewinne aus der Veräusserung von Liegenschaften, von Aktien der Immobiliengesellschaften oder von anderen Werten), werden mindestens zur Hälfte dem Amortisationsfonds zugewiesen. Ueber die Verwendung des Restes im Interesse der Anteilseininhaber entscheidet die Fondsleitung nach ihrem Ermessen.

- Der Fondsleitung stehen folgende Vergütungen zu:

- a) Zur Deckung der Kosten, die der Druck der Anteilscheine und der Prospekte sowie die Placierung der Anteilscheine verursachen, erhebt die Fondsleitung auf dem Inventarwert der neu emittierten Anteilscheine eine Entschädigung von 3%.
- b) Für die Mühewaltung bei der Erstellung, beim Erwerb oder Verkauf von Liegenschaften sowie bei Umbauten berechnet die Fondsleitung zu Lasten des Anlagefonds eine Entschädigung von 1% der Baukosten, des Kauf- oder Verkaufspreises.
- c) Für die Leitung des Fonds sowie die Deckung der Depotgebühren und der Couponeinlösungskommission stellt die Fondsleitung zu Lasten des Anlagefonds eine Kommission von jährlich 0,15% des Buchwertes der Liegenschaften und der übrigen Anlagen in Rechnung.
- d) Für die Auszahlung des Liquidationsbetriffnisses im Falle der Auflösung des Anlagefonds berechnet die Fondsleitung dem Anteilseininhaber auf dem Inventarwert der Anteile eine Kommission von 0,5%.
- e) Wird die Verwaltung der einzelnen Liegenschaften durch die Fondsleitung selbst besorgt, so belastet sie dem Anlagefonds als Entschädigung eine Kommission von 5% der jährlichen Bruttomietzinsentnahmen.

Die Depotbanken werden aus der von der Fondsleitung beanspruchten Vergütung entschädigt.

Die Fondsleitung, die zum Anlagefonds gehörenden Immobiliengesellschaften und die Depotbanken haben ausserdem Anspruch auf Ersatz der folgenden Auslagen, die ihnen in Ausführung des Kollektivanlagevertrages entstanden sind:

- Kosten für die Veröffentlichung der an die Anteilseininhaber gerichteten Mitteilungen (wie Couponeinlösungsinserte usw.) im offiziellen Publikationsorgan sowie in den von der Fondsleitung zu bestimmenden Tages- und Finanzzeitungen;
- Provisionen beim Kauf und Verkauf von Liegenschaften sowie für Erstvermietung;
- Löhne und Sozialleistungen für Hauswart, Heizer u.a.;
- Honorar von Liegenschaftsverwaltungen;
- Honorar der ständigen Schätzungs- und allfälligen weiteren Experten;
- Honorar der Revisionsstelle für die ordentlichen Revisionen;
- Kosten allfällig nötig werdender ausserordentlicher Dispositionen.

##### VI. Uebrig Bestimmungen

- Der Anlagefonds besteht auf unbestimmte Zeit. Sowohl die Fondsleitung als auch die Depotbanken können, jede für sich, die Auflösung des Anlagefonds durch Kündigung des Kollektivanlagevertrages herbeiführen. Die Kündigung ist jederzeit auf sechs Monate zulässig.

Nach Auflösung des Kollektivanlagevertrages veräussert die Fondsleitung die Aktiven des Anlagefonds. Die gegen Rückgabe der Anteilscheine vorzunehmende Auszahlung des Liquidationsbetriffnisses an die Anteilseininhaber ist den Depotbanken übertragen. Sollte die Liquidation längere Zeit beanspruchen, kann der Erlös in Teilbeträgen ausbezahlt werden.

- Offizielles Publikationsorgan des Anlagefonds ist das Schweizerische Handelsamtsblatt. Mitteilungen an die Anteilseininhaber können nach dem Ermessen der Fondsleitung zusätzlich auch in Tages- und Finanzzeitungen veröffentlicht werden. Das Fondsreglement und die jährlichen Rechenschaftsberichte des Anlagefonds können am Sitz der Fondsleitung und der Depotbanken sowie bei sämtlichen schweizerischen Geschäftsstellen der Depotbanken bezogen werden.
- Der Anlagefonds untersteht dem schweizerischen Recht, insbesondere dem Bundesgesetz vom 1. Juli 1966 über die Anlagefonds. Für die Auslegung des Fondsreglements ist die deutsche Fassung allein massgebend.
- Das vorliegende Fondsreglement ersetzt die am 7. August 1961 zwischen der Société Internationale de Placements und der Schweizerischen Kreditanstalt sowie dem Schweizerischen Bankverein abgeschlossene Verwaltungsordnung des Fonds. (AA. 21)

8000 Zürich/4000 Basel, den 20. Dezember 1968

Die Fondsleitung:  
Société Internationale de Placements  
Die Depotbanken:  
Schweizerische Kreditanstalt  
Schweizerischer Bankverein

## Baier's Schuh AG., in Kreuzlingen

Liquidations-Schuldenruf gemäss Artikel 742 und 745 OR.

### Dritte Veröffentlichung

Die ausserordentliche Generalversammlung der Gesellschaft vom 24. Dezember 1968 hat die Auflösung und Liquidation beschlossen. Allfällige Gläubiger der Gesellschaft werden hiermit aufgefordert, ihre Forderungen oder sonstigen Ansprüche bis spätestens 31. Januar 1969 beim Liquidator Herrn Ernst Kuhn, Schumacherweg 21, 8046 Zürich, anzumelden. (AA. 20')

8280 Kreuzlingen, den 24. Dezember 1968

Baier's Schuh AG. in Liq.

## Planus AG., Zürich

Liquidations-Schuldenruf gemäss Artikel 742 und 745 OR.

### Zweite Veröffentlichung

Die ausserordentliche Generalversammlung vom 19. Dezember 1968 hat die Auflösung der Gesellschaft ab 1. Januar 1969 beschlossen. Die Gläubiger der aufgelösten Gesellschaft werden hiermit aufgefordert, innert Monatsfrist ihre Ansprüche auf Befriedigung oder Sicherstellung zu Händen des Liquidators am Sitze der Gesellschaft, Narzissenstrasse 5, 8006 Zürich, anzumelden. (AA. 31')

8006 Zürich, den 1. Januar 1969

Planus AG., Zürich

Der Liquidator: R. Schäppi

## Spar- und Leihkasse Schmerikon, in Liquidation, Schmerikon

Bilanz per 31. Dezember 1968

	Buchwerte		Bilanzwerte	
	Aktiven Fr.	Passiven Fr.	Aktiven Fr.	Passiven Fr.
Kontokorrent-Debitoren	7 357 816.70		714 906.50	
Darlehen	239 468.85		114 006.95	
Hypothekaranlagen	564 732.45		564 732.45	
Liegenschaften	3 476 717.10		3 476 717.10	
Ausfallgarantien	1 920 000.—		1 920 000.—	
Bankkreditoren auf Zeit		3 618 853.52		3 618 853.52
Schulden auf eigene Liegenschaften		2 069 861.90		2 069 861.90
Sonstige Passiven		81 569.05		81 569.05
Rückstellung für gefährdete Aktiven		4 032 800.—		4 032 800.—
Rückstellung für Passivzinsen und Liquidationskosten		1 000 000.—		1 000 000.—
Aktienkapital		1 500 000.—		1 500 000.—
Reservfonds		1 670 000.—		1 670 000.—
Jubiläumsfonds		15 000.—		15 000.—
Gewinnvortrag 1966		19 874.23		19 874.23
Verlustvortrag 1967	182 557.15		182 557.15	
Verlustvortrag 1968	266 666.45		266 666.45	
Verlustsaldo			6 768 372.10	
	14 007 958.70	14 007 958.70	14 007 958.70	14 007 958.70

Gewinn- und Verlustrechnung pro 1968	
Aktiven	Passiven
Fr.	Fr.
Aktivzinsen	30 798.65
Passivzinsen	
Bankbehörden und Personal	
Geschäfts- und Bürokosten	
Anwalts- und Gerichtskosten	
Steuern und Abgaben	
Verlustsaldo	266 666.45
	297 465.10

## Mitteilungen Communications Comunicazioni

## Bundesratsbeschluss

über die Entrichtung von Monopolgebühren

(Vom 23. Dezember 1968)

Der Schweizerische Bundesrat, gestützt auf die Artikel 12, 27 bis 32, 34 und 70 des Alkoholgesetzes vom 21. Juni 1932, beschliesst:

Art. 1. Die ordentliche Monopolgebühr bei der Einfuhr von Branntweinen und anderen zu Trink- oder Genusszwecken dienenden alkoholhaltigen Erzeugnissen (wie Bitter, Liköre, Wermut, Mistellen, Weinspezialitäten, Süssweine und andere derartige Getränke, Essenzen, Extrakte, Balsame, Tinkturen, Fruchtsäfte, Frucht- und Beeren-säfte, Bonbons, Schokoladen, Backwaren, in Alkohol eingemachte Früchte und Fruchtschalen) beträgt je q brutto:

a) für Erzeugnisse mit weniger als 20 Volumenprozent Alkohol	Fr.
– bei Sendungen von 50 kg brutto und mehr	330.—
– bei Sendungen unter 50 kg brutto	410.—
b) für Erzeugnisse von 20 bis 75 Volumenprozent Alkohol	
– bei Sendungen von 50 kg brutto und mehr	1400.—
– bei Sendungen unter 50 kg brutto	1750.—
c) für Erzeugnisse mit mehr als 75 Volumenprozent Alkohol wird ausser der Monopolgebühr gemäss Buchstabe b für jeden weiteren Grad eine Zuschlagsgebühr erhoben; sie beträgt:	
– bei Sendungen von 50 kg brutto und mehr	24.—
– bei Sendungen unter 50 kg brutto	30.—

Frucht- und Beeren-säfte bis und mit 4,5 Volumenprozent Alkohol unterliegen keiner Monopolgebühr, wenn sie nicht zur Alkoholgewinnung bestimmt sind. Bei einem Alkoholgehalt von mehr als 4,5 Volumenprozent bis und mit 10 Volumenprozent unterliegen sie einer Monopolgebühr je q brutto und Grad von:

– bei Sendungen von 50 kg brutto und mehr	Fr.
– bei Sendungen unter 50 kg brutto	14.—
– bei Sendungen unter 50 kg brutto	17.50

Art. 2. Bei der Einfuhr von Whisky, Gin Wodka, Rum und anderen Branntweinen aus Getreide, Kartoffeln und Melasse oder Zucker sowie von Weinbrand (einschliesslich Cognac und Armagnac) ist, anstelle der ordentlichen Monopolgebühr, eine erhöhte Monopolgebühr zu entrichten. Sie beträgt je q brutto:

a) für Erzeugnisse mit weniger als 20 Volumenprozent Alkohol	Fr.
– bei Sendungen von 50 kg brutto und mehr	470.—
– bei Sendungen unter 50 kg brutto	585.—
b) für Erzeugnisse von 20 bis 75 Volumenprozent Alkohol	
– bei Sendungen von 50 kg brutto und mehr	2000.—
– bei Sendungen unter 50 kg brutto	2500.—
c) für Erzeugnisse mit mehr als 75 Volumenprozent Alkohol wird ausser der Monopolgebühr gemäss Buchstabe b für jeden weiteren Grad eine Zuschlagsgebühr erhoben; sie beträgt:	
– bei Sendungen von 50 kg brutto und mehr	33.—
– bei Sendungen unter 50 kg brutto	41.—

Die erhöhte Monopolgebühr gilt auch für Verschnitte und für Mischungen der in Absatz 1 genannten Branntweine untereinander und mit anderen gebrannten Wassern.

Art. 3. Die Monopolgebühr bei der Einfuhr von Naturweinen, ohne Zusatz destillierten Alkohols, beträgt für jeden 12 Volumenprozent übersteigenden Grad 14 Franken je q brutto.

Art. 4. Die Monopolgebühr bei der Einfuhr von pharmazeutischen Erzeugnissen, Riech- und Schönheitsmitteln und anderen alkoholhaltigen oder mit Alkohol hergestellten Erzeugnissen, die nicht zu Trink- oder Genusszwecken dienen können, zu deren Herstellung in der Schweiz aber fiktional belasteter Spirit verwendet werden müsste, beträgt je q brutto:

a) für Erzeugnisse mit weniger als 20 Volumenprozent Alkohol	Fr.
– bei Sendungen von 50 kg brutto und mehr	70.—
b) für Erzeugnisse von 20 bis 75 Volumenprozent Alkohol	
– bei Sendungen von 50 kg brutto und mehr	300.—
c) für Erzeugnisse mit mehr als 75 Volumenprozent Alkohol	
– bei Sendungen von 50 kg brutto und mehr	400.—

Art. 5. Die Monopolgebühren bei der Einfuhr von zur Alkoholgewinnung bestimmten Früchten und Beeren und ihren Säften sowie von Wurzeln und anderen Rohstoffen betragen je q brutto:

Steinobst (Kirschen, Pflaumen, Mirabellen, Zwetschgen, Schlehenfrüchte usw.)

125.—	Fr.
75.—	
95.—	
180.—	
275.—	
540.—	
50.—	
215.—	
30.—	
80.—	
435.—	
195.—	
16.50	

Die Alkoholverwaltung kann vorschreiben, dass auf gewissen Rohstoffen die Monopolgebühr an der Grenze in jedem Falle zu erheben ist. Die Monopolgebühr wird durch die Alkoholverwaltung zurückerstattet, wenn nachgewiesen wird, dass der eingeführte Rohstoff eine die Alkoholgewinnung ausschliessende Verwendung gefunden hat.

Das nachträgliche Brennen von Rohstoffen, die zu Genusszwecken eingeführt worden sind, kann von der Alkoholverwaltung gegen Entrichtung der Monopolgebühr gemäss Absatz 1 gestattet werden. Die Anmeldung hat spätestens bei Uebergabe der Ware an den Brenner oder, wenn sie der Importeur selbst einlegt, im Zeitpunkt des Einmischens zu erfolgen.

In Absatz 1 nicht aufgeführte Rohstoffe, welche zur Alkoholgewinnung eingeführt oder nachträglich gebrannt werden, unterliegen einer Monopolgebühr von 18 Franken für jeden Liter reinen Alkohols. Die Alkoholverwaltung bestimmt auf Grund der voraussichtlichen Alkoholausbeute endgültig die bei der Einfuhr oder vor dem Brennen zu entrichtende Monopolgebühr. Absatz 3, Satz 2, findet Anwendung.

Art. 6. Die besonderen Bestimmungen der Handelsverträge bleiben vorbehalten.

Art. 7. Die Alkoholverwaltung kann jederzeit bei Importeuren und bei Handels- und Gewerbebetrieben, welche gebrannte Wasser kaufen und verkaufen, Kontrollen durchführen.

Den Organen der Alkoholverwaltung ist Zutritt zu den Geschäftsräumen und Lagermöglichkeiten sowie Einsicht in die Geschäftsbücher zu gewähren und jede erforderliche Auskunft zu erteilen. Die Organe sind auch berechtigt, ohne Entschädigung die für die Durchführung der Kontrolle notwendigen Muster zu erheben.

Art. 8. Der Bezug der Monopolgebühren an der Grenze erfolgt durch die Zollverwaltung.

Die Zollverwaltung kann die Anwendung der ordentlichen Monopolgebühr von der Beibringung einer Echtheitsbescheinigung abhängig machen.

Art. 9. Bei Widerhandlungen gegen diesen Beschluss und die Ausführungsvorschriften finden die Strafbestimmungen des Alkoholgesetzes Anwendung.

Für die Bemessung einer hinterzogenen oder gefährdeten Monopolgebühr ist, wenn nicht ein bestimmter Satz in Frage steht, von einem Ansatz von 18 Franken je Liter reinen Alkohols auszugehen. Für die Bemessung einer hinterzogenen oder gefährdeten erhöhten Monopolgebühr ist ein Ansatz von 25.50 Franken je Liter reinen Alkohols zugrunde zu legen, wenn der in Artikel 2 vorgesehene Ansatz nicht angewendet werden kann.

Art. 10. Dieser Beschluss tritt am 1. Januar 1969 in Kraft. Der Bundesratsbeschluss vom 10. August 1965 über die Entrichtung von Monopolgebühren wird aufgehoben.

Die Alkoholverwaltung und die Oberzolldirektion werden mit dem Vollzug beauftragt.

Arrêté du Conseil fédéral  
régissant la perception des droits de monopole

(Du 23 décembre 1968)

Le Conseil fédéral suisse, vu les articles 12, 27 à 32, 34 et 70 de la loi sur l'alcool du 21 juin 1932, arrête:

Article premier. Les droits de monopole ordinaires grevant les importations d'eau-de-vie et d'autres produits contenant de l'alcool destinés à la consommation (tels que bitters, liqueurs, vermouth, mistelles, spécialités de vin, vins doux et autres boissons analogues, essences, extraits, balsames, teintures, éthers de fruits, jus de fruits et de baies, bonbons, chocolats, produits de confiserie, fruits et écorces de fruits conservés à l'alcool), s'élèvent par quintal métrique, poids brut, à:

a) Pour les produits dont la teneur alcoolique est inférieure à 20 pour cent du volume	Fr.
– pour les envois de 50 kg poids brut et plus	330.—
– pour les envois inférieurs à 50 kg poids brut	410.—
b) Pour les produits dont la teneur alcoolique s'élève de 20 à 75 pour cent du volume	
– pour les envois de 50 kg poids brut et plus	1400.—
– pour les envois inférieurs à 50 kg poids brut	1750.—
c) Pour les produits dont la teneur alcoolique dépasse 75 pour cent du volume, il est perçu en plus du droit figurant sous lettre b, un droit supplémentaire pour chaque degré en sus de:	
– pour les envois de 50 kg poids brut et plus	24.—
– pour les envois inférieurs à 50 kg poids brut	30.—
Les jus de fruits et de baies dont la teneur alcoolique ne dépasse pas 4,5 pour cent du volume sont exempts du droit de monopole, à la condition qu'ils ne soient pas destinés à la distillation. Si la teneur alcoolique est supérieure à 4,5 pour cent du volume mais ne dépasse pas 10 pour cent du volume, il est perçu un droit de monopole par degré et quintal brut de	Fr.
– pour les envois de 50 kg poids brut et plus	14.—
– pour les envois inférieurs à 50 kg poids brut	17.50

Art. 2. Un droit de monopole augmenté est prélevé, lors de l'importation, sur le whisky, le gin, la vodka, le rhum et autres eaux-de-vie de céréales, de pommes de terre, de mélasse ou de sucre, ainsi que sur l'eau-de-vie de vin (y compris le cognac et l'armagnac), à la place du droit de monopole ordinaire. Le droit de monopole augmenté s'élève par quintal métrique, poids brut, à:

a) Pour les produits dont la teneur alcoolique est inférieure à 20 pour cent du volume	Fr.
– pour les envois de 50 kg poids brut et plus	470.—
– pour les envois inférieurs à 50 kg poids brut	585.—
b) Pour les produits dont la teneur alcoolique s'élève de 20 à 75 pour cent du volume	
– pour les envois de 50 kg poids brut et plus	2000.—
– pour les envois inférieurs à 50 kg poids brut	2500.—
c) Pour les produits dont la teneur alcoolique dépasse 75 pour cent du volume, il est perçu en plus du droit figurant sous lettre b, un droit supplémentaire pour chaque degré en sus de:	
– pour les envois de 50 kg poids brut et plus	33.—
– pour les envois inférieurs à 50 kg poids brut	41.—

Le droit de monopole augmenté est aussi applicable aux coupages et aux mélanges entre elles des eaux-de-vie désignées à l'alinéa 1 ou avec d'autres boissons distillées.

Art. 3. Le droit de monopole sur les vins naturels n'ayant subi aucune adjonction d'alcool distillé, mais contenant plus de 12 pour cent d'alcool, est fixé à 14 francs par quintal brut pour chaque degré en sus.

Art. 4. Les produits pharmaceutiques, de parfumerie et les cosmétiques, ainsi que les autres produits contenant de l'alcool ou fabriqués avec de l'alcool, mais impropres à la consommation, pour la fabrication desquels il y aurait lieu d'utiliser en Suisse de l'alcool imposé, paient lors de leur importation les droits de monopole suivants par quintal brut:

a) Produits contenant moins de 20 pour cent du volume d'alcool	Fr.
–	70.—
b) Produits contenant de 20 à 75 pour cent du volume d'alcool	
–	300.—
c) Produits contenant plus de 75 pour cent du volume d'alcool	
–	400.—

Art. 5. Les fruits, les baies, leurs jus, les racines, ainsi que les autres matières destinées à la distillation paient, lors de leur importation, les droits de monopole suivants par quintal brut:

Fruits à noyau (cerises, prunes, mirabelles, pruneaux, prunelles, etc.)	Fr.
125.—	
Abricots, pêches	75.—
Racines de gentiane fraîches	95.—
Racines de gentiane séchées	180.—
Baies de genièvre	275.—
Concentré de baies de genièvre (purée, etc.)	540.—
Autres baies	50.—
Raisins	215.—
Raisins destinés au pressurage, pour les marcs	30.—
Marcs de raisins	80.—
Raisins secs	435.—
Vins et lies de vin jusqu'à 12 pour cent du volume	195.—
Vins et lies de vin dépassant 12 pour cent du volume par degré	16.50

La régie peut prescrire que, pour certaines matières premières, les droits de monopole doivent être perçus à la frontière dans chaque cas. Les droits de monopole seront restitués par la régie s'il est prouvé que les matières premières ont été utilisées de façon qui excluait toute fabrication d'alcool.

Les matières étrangères importées pour la consommation, et qui, subséquemment sont destinées à la distillation, peuvent être distillées moyennant autorisation de la régie et paiement des droits de monopole prévus au premier alinéa. La déclaration doit être faite à la régie au plus tard au moment où la marchandise est remise au distillateur ou, si c'est l'importateur qui distille lui-même, au moment où la marchandise est mise en fermentation.

Les matières premières, non mentionnées au premier alinéa, importées pour la distillation ou utilisées subséquemment pour la distillation, paient un droit de monopole de 18 francs par litre d'alcool pur. La régie fixe définitivement le droit de monopole à acquitter à l'importation ou avant la distillation sur la base du rendement présumé en alcool. La deuxième phrase de l'alinéa 3 est applicable.

Art. 6. Sont réservées les dispositions spéciales des traités de commerce.

Art. 7. La régie peut effectuer en tout temps des contrôles auprès des importateurs, ainsi qu'auprès des maisons et des établissements qui achètent et vendent des boissons distillées.

Les agents de la régie ont libre accès aux locaux et entrepôts et peuvent consulter la comptabilité commerciale. L'exploitant est tenu de leur fournir tous les renseignements nécessaires. Les agents sont aussi autorisés à prélever, sans dédommagement, les échantillons qu'exige le contrôle.

Art. 8. L'administration des douanes est chargée de la perception des droits de monopole à la frontière.

L'administration des douanes peut faire dépendre l'application du droit de monopole ordinaire de la présentation d'un certificat d'authenticité.

Art. 9. Les dispositions pénales de la loi sur l'alcool sont applicables aux contraventions.

Pour le calcul d'un droit de monopole éludé ou compromis, le taux de 18 francs par litre d'alcool pur est applicable, si aucun taux déterminé n'entre en ligne de compte. Pour le calcul d'un droit de monopole augmenté qui est éludé ou compromis, le taux sera de 25 fr. 50 par litre d'alcool pur, si le taux prévu à l'article 2 ne peut être appliqué.

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1969. Est abrogé l'arrêté du Conseil fédéral du 10 août 1965 réglant la perception des droits de monopole.

La régie des alcools et la direction des douanes sont chargées de l'exécution du présent arrêté. 5. 8. 1. 69

### Verfügung

des Eidg. Finanz- und Zolldepartementen über die Ermässigung der Gebühr bei der Zollrückerstattung auf Treibstoffen zu land-, forst- und fischereiwirtschaftlichen Zwecken (Vom 30. Dezember 1968)

Das Eidg. Finanz- und Zolldepartement, gestützt auf Art. 14 des Bundesratsbeschlusses vom 10. September 1965 betreffend den Vollzug des Bundesbeschlusses über die Finanzierung der Nationalstrassen verfügt:

Art. 1. Art. 25 der Verfügung des Eidg. Finanz- und Zolldepartementes vom 20. September 1965 über das Verfahren betreffend die Zollrückerstattung auf den für land- und forstwirtschaftliche Zwecke verwendeten Treibstoffen wird wie folgt geändert:  
Bei der Zollrückerstattung erhebt die Oberzolldirektion vom Gesuchsteller eine Gebühr von 3 Prozent des Rückerstattungsbetrages.

Art. 2. Bei der Zollrückerstattung auf Treibstoffen zu fischereiwirtschaftlichen Zwecken wird die Gebühr ebenfalls auf 3 Prozent des Rückerstattungsbetrages festgelegt.

Art. 3. Diese Verfügung tritt auf den 1. Januar 1969 in Kraft.

### Ordonnance

du Département fédéral des finances et des douanes concernant la réduction de l'émolument à percevoir lors du remboursement des redevances douanières sur les carburants utilisés à des fins agricoles, sylvicoles et piscicoles (Du 30 décembre 1968)

Le Département fédéral des finances et des douanes, vu l'article 14 de l'arrêté du Conseil fédéral du 10 septembre 1965 réglant l'exécution de l'arrêté fédéral qui concerne le financement des routes nationales, arrête:

Article premier. L'article 25 de l'ordonnance du Département féd. des finances et des douanes du 20 septembre 1965 réglant le remboursement des redevances douanières perçues sur les carburants utilisés à des fins agricoles et sylvicoles est modifié comme suit:

Lors du remboursement, la direction générale des douanes perçoit auprès du requérant un émolument de 3 pour cent du montant à rembourser.

Article 2. L'émolument perçu lors du remboursement des redevances douanières sur les carburants utilisés à des fins piscicoles est également de 3 pour cent du montant à rembourser.

Article 3. La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1969.

### Ordinanza

del Dipartimento federale delle finanze e delle dogane concernente la riduzione della tassa di rimborso riscossa all'atto della restituzione dei tributi doganali sui carburanti impiegati nell'economia agricola, forestale e ittica (Del 30 dicembre 1968)

Il Dipartimento federale delle finanze e delle dogane, visto l'articolo 14 del decreto del Consiglio federale del 10 settembre 1965 concernente l'esecuzione del decreto federale sul finanziamento delle strade nazionali, ordina:

Art. 1. L'articolo 25 dell'ordinanza del Dipartimento federale delle finanze e delle dogane del 20 settembre 1965 che regola la restituzione dei tributi doganali riscossi sui carburanti impiegati per scopi agricoli e forestali è modificato come segue:

All'atto della restituzione, la Direzione generale delle dogane riscuote dal richiedente una tassa di rimborso pari al 3% della somma da restituire.

Art. 2. Trattandosi della restituzione dei tributi doganali riscossi sui carburanti impiegati per scopi ittici, la tassa di rimborso è pure fissata al 3% della somma da restituire.

Art. 3. La presente ordinanza ha effetto a contare dal 1<sup>o</sup> gennaio 1969. 5. 8. 1. 69

### Devisenkurse für den gebundenen Zahlungsverkehr mit dem Ausland

Liste 449 vom 8. Januar 1969 der Schweizerischen Verrechnungsstelle Zürich

Auszahlungen		Einzahlungen
371.747	* Bulgarien .....	371.747
109.051	Polen (ab 1. 1. 69) .....	109.601
17.848	nicht kommerzielle Zahlungen .....	17.937
71.932	* Rumänien .....	71.932
60.55	* Tschechoslowakei .....	60.92
36.969	Ungarn .....	37.523
14.561	nicht kommerzielle Zahlungen .....	14.591

\* für bestimmte nicht kommerzielle Zahlungen bestehen Spezialkurse 5. 8. 1. 69

### Auslandspostüberweisungsdienst Service international des virements postaux

ab 8. Januar 1969 - dès le 8 janvier 1969

Belgien und Luxemburg/Belgique et Luxembourg: Fr. 8.63; Dänemark/Danemark: Fr. 57.80; Deutschland/Allemagne: Fr. 108.25; Frankreich/France: Fr. 87.50; Grossbritannien und Nordirland/Grande-Bretagne et Irlande du Nord: Fr. 10.33; Italien/Italie: Fr. 69.40; Marokko/Maroc: Fr. 85.60; Niederlande/Pays-Bas: Fr. 119.85; Norwegen/Norvège: Fr. 60.60; Oesterreich/Autriche: Fr. 16.76; Schweden/Suède: Fr. 83.70.

5. 8. 1. 69

### Neuauflage der EFTA-Dokumentation

Vollständige Neuauflage der Dokumentation, vorläufig nur in deutscher Sprache. Alle Granderlasse wie Uebereinkommen zur Errichtung der EFTA sowie die schweizerischen Verordnungen und Verfügungen sind darin enthalten. Gegenüber der bisherigen Sammlung weist die neue Fassung eine durchgehende Paginierung auf.

Diese neue Ausgabe (375 Seiten, Format A 5) kostet Fr. 12.50 (inkl. Spesen). Sie ersetzt die bisherige seit 1961 herausgegebene Dokumentation (mit den 12 Nachträgen), die nicht mehr weitergeführt wird. Die A 5-Blätter der neuen Sammlung sind gelocht und erlauben das Einfügen in einen beliebigen Ordner.

Falls Sie die neue Dokumentation zu erhalten wünschen, bitten wir um Voreinzahlung des Betrages von Fr. 12.50 auf unser Postcheckkonto 30-520, Schweizerisches Handelsamtsblatt, Bern.

Die Administration

### Warenumsatzsteuer

Angabe Juni 1968

Die gegenwärtig gültigen Erlasse betreffend die Warenumsatzsteuer wurden im Schweizerischen Handelsamtsblatt veröffentlicht. Sie sind in einer Broschüre von 40 Seiten zusammengefasst, die zum Preise von Fr. 1.80 (Porto unbegriffen) bei Voreinzahlung auf unsere Postcheckrechnung 30-520 bezogen werden kann. Um Irrtümer zu vermeiden, sind separate schriftliche Bestätigungen dieser Einzahlungen nicht erwünscht.

Administration des Schweizerischen Handelsamtsblattes, 3000 Bern.

### Impôt sur le chiffre d'affaires

Edition de juin 1968

Les textes législatifs actuellement en vigueur en matière d'impôt sur le chiffre d'affaires ont été publiés dans la Feuille officielle suisse du commerce. Ils sont réunis en une brochure de 40 pages qui peut être obtenue au prix de 1 fr. 80 (port compris) moyennant versement préalable à notre compte de chèques postaux 30-520. Afin d'éviter des malentendus, on voudra bien ne pas confirmer la commande séparément.

Feuille officielle suisse du commerce, 3000 Bern

Redaktion: Handelsabteilung des Eidg. Volkswirtschaftsdepartementes, Bern. Rédaction: Div. du commerce du Départ. féd. de l'économie publ., Berne.



**FIRST NATIONAL CITY BANK**

per la prossima apertura a

## Lugano

Intende assumere  
**cittadini(e) SVIZZERI(E)**  
in particolare Ticinesi, per diversi servizi.

Offre: — stipendio adeguato alle capacità e all'esperienza  
— eccellenti possibilità di carriera  
— perfezionamento delle lingue all'estero  
— ottime condizioni di lavoro in un clima di giovanile dinamismo  
— benefici sociali

Richiede: — sicura conoscenza della lingua italiana  
— buona conoscenza della lingua inglese  
— esperienza bancaria  
— tirocinio o diploma commerciale  
— età non superiore ai 35 anni

Possibilità d'impiego esistono anche con le nostre succursali di Ginevra e Zurigo.

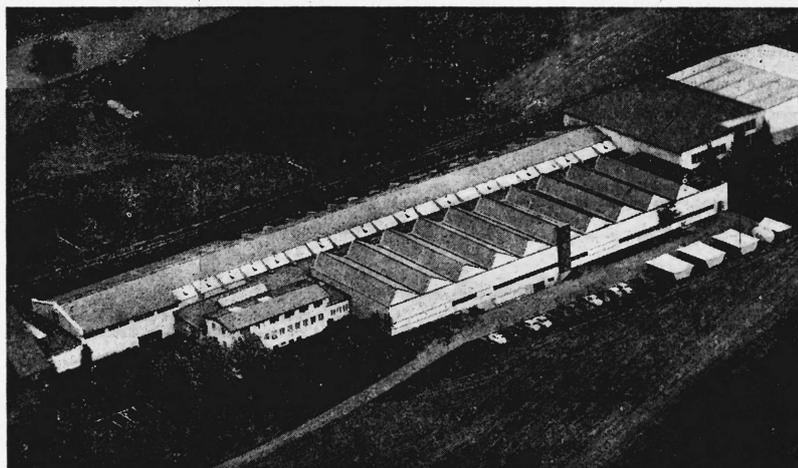
Le domande corredate da curriculum vitae e fotografia vanno indirizzate ai:  
Direttore del Personale per la Svizzera  
First National City Bank  
P.O. Box, 1211 Ginevra 3

Per informazioni telefonare al: 022/25 83 70

Demandez à l'administration de la FOSC.  
un exemplaire-spécimen gratuit de la revue

«La Vie économique»

## Moderne und rationelle Fabrikation



An zentraler Lage, zwischen Olten-Luzern, liegt unmittelbar bei der SBB-Station Nebikon die Pavag-Sackfabrik. Die Pavag AG, 1926 gegründet, hat im Sommer 1948 ihre neue, moderne Fabrikationsanlage Nebikon in Betrieb genommen. Stufenweise ist eine Werkhalle an die andere angegliedert worden, stets darauf ausgerichtet, mehrschichtige Grosspapiersäcke in bester Qualität auf rationellste Weise zu fertigen. Heute zählt die Pavag, die erste schweizerische Papiersackfabrik, unbestritten zu den modernsten Betrieben ihrer Art. Überall dort, wo absackfähige Massengüter rationell gefüllt, gelagert und transportiert werden müssen, sind Pavag-Säcke anzutreffen.

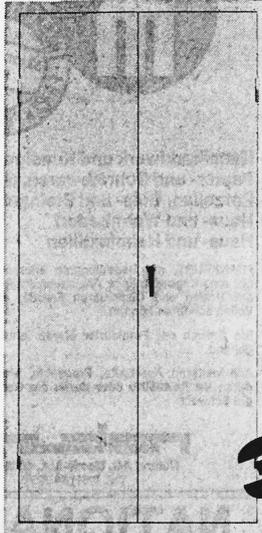
# PAVAG

Pavag AG, Papier- und Plastiksäcke, 6244 Nebikon, Tel. 062/86 22 71

# rhyner

Dieser elegante Sansen Aktenschrank repräsentiert den modernen Stil unserer Zeit und kostet dabei weniger als Sie denken. Sansen Büromöbel sind auf Zuwachs eingerichtet (dank dem genialen Büromöbel-System). Besichtigen Sie unsere Ausstellung\*.  
 Fritz Rhyner AG, Genferstr. 27, 8027 Zürich, 051/2577 07

Die repräsentativste und modernste der Schweiz. Eigener Parkplatz vor Papeterie.



*Sansen-Pulte ab Fr. 35.-*

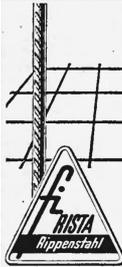
**365.-**  
 Sansen Büromöbel sind ihren Preis wert — mehr noch, sie sind preiswert

## Brochure AELE

(Dispositions vélocités dès 1967)

Brochure de 44 pages (format A 5). Prix: fr. 2.- (freis compris) Prière d'adresser les commandes et d'effectuer les versements préétablis à notre compte de chèques postaux 30-520, Feuille officielle suisse du commerce, Effingerstrasse 3, 3000 Berne

(Il suffit de mentionner votre commande au verso du coupon qui nous est destiné).



FISCHER & CO.  
 6734 REINACH

## Warenumsatzsteuer

(Ausgabe Juni 1968)

Die gegenwärtig gültigen Erlasse betreffend die Warenumsatzsteuer wurden im Schweizerischen Handelsamtsblatt veröffentlicht. Sie sind in einer Broschüre von 40 Seiten zusammengefasst, die zum Preise von Fr. 1.80 (Porto inbegriffen) bei Voreinzahlung auf unsere Postcheckrechnung 30-520 bezogen werden kann. Um Irrtümer zu vermeiden, sind separate schriftliche Bestätigungen dieser Einzahlungen nicht erwünscht.

Administration des Schweizerischen Handelsamtsblattes, 3000 Bern.

## HAIN Distelöl das Speiseöl für ältere Leute

Erhöhtlich im guten Lebensmittel-, Reform- und Comestibles-Geschäft sowie in Apotheken und Drogerien.  
 Dokumentation durch: R. & H. Neuenchwander, 3001 Bern, Landoltstrasse 73, Tel. (031) 45 05 22 / 23 / 34.

weil von HAIN, darum so REIN

Wir suchen in Industriebuchhaltung zuverlässig arbeitenden

### jungen Mann oder Fräulein

f. Debitoren (neue Nat. 395) sowie all-gem. Buchhaltungshilfe.

Offerten mit Angabe des früh. Eintrittstermins und gewünschtem Gehalt an Postfach 200, 4800 Zolingen.

### Zermatt

Wir suchen tüchtige, sprachenkundige

### Sekretärin

nach Vereinbarung.

A. Perren-Barberini, Photo-Optik-Papeterie, 3920 Zermatt.

## INKASSO

in der ganzen Schweiz  
 Inkassobüro Confidentia GmbH  
 Neufeldstr. 21, Bern, Tel. (031) 24 10 12

### Indice suisse de la production industrielle

Supplément N° 75

La publication de la Commission de recherches économiques du Département de l'économie publique, parue en 1965 sous le titre précité, est en vente au prix de fr. 3.50 (24 pages, format A 4). Envoi contre versement préalable du montant en question au compte de chèques postaux 30-520, Feuille officielle suisse du commerce, Berne.

## Skilift Ulrichen AG, Ulrichen

### Einladung zur Generalversammlung

Die Aktionäre der Skilift Ulrichen AG, Ulrichen, werden hiemit gemäss Art. 11 der Statuten zur Generalversammlung eingeladen.

Versammlungsort: Turnhalle in Ulrichen.  
 Zeit: Samstag, den 18. Januar 1969, um 13.30 Uhr.

#### Traktanden:

1. Begrüssung.
2. Wahl der Stimmzähler.
3. Geschäftsbericht des Präsidenten.
4. Abnahme der Bauabrechnung.
5. Abnahme der Gewinn- und Verlustrechnung 1966/67.
6. Abnahme der Gewinn- und Verlustrechnung 1967/68.
7. Abnahme der Abrechnung Trainer-Skilift 1966/67.
8. Abnahme der Abrechnung Trainer-Skilift 1967/68.
9. Entlastung der Verwaltung.
10. Statutenänderungen.
11. Wahl des Verwaltungsrates.
12. Wahl des Verwaltungsratspräsidenten.
13. Eventuelle Beschlussfassung von Anträgen an die Gemeinde Ulrichen zur Uebernahme der Aktiengesellschaft.
14. Verschiedenes.

Baurechnungen, sowie Gewinn- und Verlustrechnungen mit Bilanzen liegen ab 8. Januar 1969 beim Sekretär Garbely Adelbert, Ulrichen, zur Einsichtnahme auf.

Der Verwaltungsrat

## Der SHAB-Leserkreis ist kaufkräftig

Nutzen Sie diese Kaufkraft — Inserieren Sie!

## Der schweizerische Index der industriellen Produktion

Sonderheft Nr. 75

Die unter obigem Titel 1965 erfolgte Veröffentlichung der Kommission für Konjunkturfragen des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements ist zum Preis von Fr. 3.50 erhältlich (24 Seiten, Format A 4). Vorauszahlung erbeten auf Postcheckkonto 30-520, Schweizerisches Handelsamtsblatt, Bern.

# SOLO

### Simplicity

Schneefräsen 4,6 und 7 PS besettigen leicht auch grösste Schneemengen



## NEU! Simplicity

Kleintektor als Schneeräumer zu erstaunlich günstigem Preis mit vielen Kombinationen.

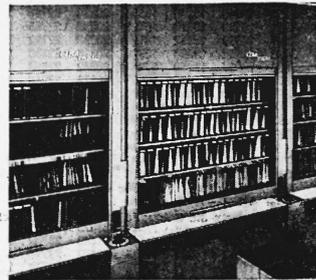
**BON** einsenden an SOLO AG, 8413 Neftenbach H  
 Tel. (052) 31 12 21  
 Bitte senden Sie mir gratis Ihre Dokumentation über Schneeräumungsmaschinen, mit Angabe der nächsten Verkeufs- und Servicestelle.  
 Name/Vorname \_\_\_\_\_  
 Strasse \_\_\_\_\_ Plz./Ort \_\_\_\_\_

## Impôt sur le chiffre d'affaires

(Edition juin 1968)

Les textes législatifs actuellement en vigueur en matière d'impôt sur le chiffre d'affaires ont été publiés dans la Feuille officielle suisse du commerce. Ils sont contenus dans une brochure de 40 pages qui peut être obtenue au prix de fr. 1.80 (port compris) moyennant versement préalable à notre compte de chèques postaux 30-520. Afin d'éviter des malentendus on voudra bien ne pas confirmer la commande séparément.

Feuille officielle suisse du commerce, 3000 Berne.



## Sie müssten sich schon Mühe geben, bei uns die falsche Registratur zu wählen

Heute stellen wir Ihnen zwei unserer Grossraum-Registraturen vor. — Oben: ELBA-matic, der platzsparende Paternoster-Schrank. Er staust Ihr Registraturgut, wo selbst ein 2-Meter-Mann nicht mehr hinkommt. Und doch holt die kleinste Sekretärin jedes Mäppchen bequem heraus... auf einfachen Knopfdruck. Unten: ELBA-mobil, eine Registratur, die gut und gern 70-90% Raumgewinn erzielt. Weil sie mit einem einzigen Quergang für 5-10 Regalblöcke auskommt.



Die gefüllten Rollregale gleiten mühelos. Von sanfter Hand getrieben — wie von Geisterhand geschoben.

## BON bitte einsenden an J. F. PFEIFFER AG

Abteilung Registraturen, Löwenstr. 61, 8023 Zürich (oder — falls Sie lieber telefonieren — 051 2516 80)

- Senden Sie uns Ihren ausführlichen Prospekt über alle Registratur-Systeme
- Wir möchten unser Registratur-Problem unverbindlich mit einem Ihrer Spezialisten besprechen

Firma: \_\_\_\_\_

Adresse: \_\_\_\_\_

SHAB

# 4% (früher 6%) Äussere Anleihe des Deutschen Reiches von 1930 «Zündholz-anleihe»

(Valoren-Nr. 291 414)

Am 11. und 12. Dezember 1968 wurde in Anwesenheit eines Notars die Auslosung von Zertifikaten über

**§ 408 800 Nennwert**

zur Einlösung per 15. Januar 1969 durchgeführt.

Die mit den untenstehenden Nummern bezeichneten Zertifikate werden gemäss den im Zertifikatstext enthaltenen Bestimmungen ab 15. Januar 1969 bei der Skandinaviska Banken, der Stockholms Enskilda Bank und der Smalands Bank sowie bei den in den Zertifikaten angegebenen anderen Zahlstellen eingelöst, und zwar in der Schweiz:

- Schweizerischer Bankverein
- Schweizerische Kreditanstalt
- Schweizerische Bankgesellschaft
- Bank Leu & Co. AG
- Schweizerische Volksbank
- Pictet & Cie.
- Banque Pasche S.A.

Nach dem genannten Tag wird für die ausgelosten Zertifikate der Zinsdienst eingestellt.

Den Zertifikaten sollen bei der Einlösung sämtliche noch nicht zur Bezahlung fällig gewordenen Zinsscheine nebst Erneuerungsschein beigegeben werden. Für fehlende Zinsscheine erfolgt ein Abzug eines dementsprechenden Betrages. Der Inhaber eines ausgelosten Zertifikats erhält bei der Einlösung eine Bescheinigung über das mit dem Zertifikat verbundene Recht zum Empfang von «Funding Bonds», für den Fall, dass derartige Bonds ausgegeben werden.

### Serie A zu § 100 Nennwert

14	2802	5671	9312	12447	15498	18775	21995	24446	27186	29390	32434	49315	51738	54554	57437	60173	63161
15	2834	5725	9320	12453	15509	18781	21998	24454	27272	29456	32589	49316	51776	54577	57542	60259	63275
18	2844	5831	9428	12549	15658	18914	22028	24481	27361	29578	32693	49412	51922	54668	57555	60343	63358
20	2844	5831	9428	12549	15658	18914	22028	24481	27361	29578	32693	49412	51928	54728	57576	60343	63429
110	2968	5854	9475	12567	15665	18984	22101	24520	27448	29728	32808	49596	51955	54826	57579	60358	63502
135	3080	5912	9536	12584	15683	18999	22174	24573	27526	29757	32812	49606	51958	54962	57611	60390	63503
204	3081	5915	9576	12660	15686	19023	22180	24623	27539	29855	32885	49690	52037	55014	57674	60407	63545
295	3104	6180	9577	12715	15692	19086	22187	24630	27553	29894	32935	49699	52158	55189	57793	60479	63636
306	3135	6244	9721	12751	15740	19123	22216	24641	27635	29911	32939	49804	52159	55222	57799	60494	63648
344	3152	6249	9851	12758	15774	19128	22274	24662	27693	29917	32962	49848	52195	55298	57864	60728	63659
615	3182	6371	9929	12762	15781	19215	22277	24666	27719	29918	32962	49848	52195	55298	57864	60728	63701
690	3344	6593	9970	12771	15787	19351	22283	24673	27814	29947	32962	49848	52195	55298	57864	60728	63701
699	3402	6604	10027	12777	15788	19398	22294	24675	27818	30023	32962	49848	52195	55298	57864	60728	63701
753	3476	6671	10139	12791	15824	19410	22421	24825	27864	30135	32962	49848	52195	55298	57864	60728	63701
761	3496	6721	10236	12807	15824	19434	22438	24839	27887	30266	32962	49848	52195	55298	57864	60728	63701
849	3671	6825	10258	12810	15832	19547	22483	24955	27898	30307	32962	49848	52195	55298	57864	60728	63701
935	3732	6826	10274	12839	15898	19558	22511	25041	27900	30316	32962	49848	52195	55298	57864	60728	63701
1020	3784	6931	10289	12858	16040	19914	22551	25162	27992	30396	32962	49848	52195	55298	57864	60728	63701
1103	3864	7014	10301	12890	16041	19972	22595	25193	28047	30497	32962	49848	52195	55298	57864	60728	63701
1109	3895	7036	10309	12894	16090	20011	22597	25201	28053	30503	32962	49848	52195	55298	57864	60728	63701
1136	3900	7051	10324	13058	16293	20017	22601	25208	28086	30513	32962	49848	52195	55298	57864	60728	63701
1228	3971	7104	10429	13151	16484	20044	22625	25274	28095	30516	32962	49848	52195	55298	57864	60728	63701
1298	3983	7102	10474	13216	16646	20062	22625	25329	28116	30658	32962	49848	52195	55298	57864	60728	63701
1315	4096	7150	10549	13266	16584	20130	22748	25383	28145	30690	32962	49848	52195	55298	57864	60728	63701
1323	4109	7211	10589	13318	16721	20236	22755	25409	28228	30713	32962	49848	52195	55298	57864	60728	63701
1340	4183	7237	10650	13352	16797	20283	22762	25513	28245	30843	32962	49848	52195	55298	57864	60728	63701
1364	4232	7278	10652	13363	16870	20316	22820	25565	28325	30866	32962	49848	52195	55298	57864	60728	63701
1400	4242	7361	10697	13459	17047	20342	22853	25693	28345	30880	32962	49848	52195	55298	57864	60728	63701
1439	4451	7391	10698	13502	17067	20373	22840	25726	28355	30889	32962	49848	52195	55298	57864	60728	63701
1452	4476	7398	10719	13643	17208	20504	22946	25732	28366	31085	32962	49848	52195	55298	57864	60728	63701
1498	4512	7445	10749	13747	17367	20552	23063	25966	28414	31201	32962	49848	52195	55298	57864	60728	63701
1540	4523	7473	11002	13776	17390	20555	23079	26043	28440	31243	32962	49848	52195	55298	57864	60728	63701
1543	4597	7597	11060	13925	17432	20636	23113	26048	28444	31239	32962	49848	52195	55298	57864	60728	63701
1555	4621	7614	11088	13984	17574	20641	23171	26146	28467	31327	32962	49848	52195	55298	57864	60728	63701
1561	4669	7726	11101	14003	17587	20664	23309	26169	28476	31379	32962	49848	52195	55298	57864	60728	63701
1636	4797	7762	11144	14069	17618	20769	23468	26182	28503	31415	32962	49848	52195	55298	57864	60728	63701
1735	4908	7807	11175	14077	17610	20864	23499	26232	28556	31437	32962	49848	52195	55298	57864	60728	63701
1736	4978	7818	11283	14119	17713	21019	23618	26288	28594	31441	32962	49848	52195	55298	57864	60728	63701
1793	5005	7821	11250	14147	17721	21027	23703	26290	28599	31487	32962	49848	52195	55298	57864	60728	63701
1820	5030	7849	11280	14168	17731	21078	23721	26289	28599	31616	32962	49848	52195	55298	57864	60728	63701
1854	5069	7892	11281	14328	17752	21145	23769	26291	28630	31524	32962	49848	52195	55298	57864	60728	63701
1855	5074	7956	11378	14381	17775	21197	23773	26313	28817	31549	32962	49848	52195	55298	57864	60728	63701
1874	5076	8070	11382	14439	17872	21204	23776	26449	28821	31602	32962	49848	52195	55298	57864	60728	63701
1898	5104	8123	11486	14467	17882	21269	23879	26459	28878	31626	32962	49848	52195	55298	57864	60728	63701
1954	5140	8191	11629	14529	17936	21334	24046	26502	28936	31665	32962	49848	52195	55298	57864	60728	63701
1957	5233	8287	11635	14572	18022	21460	24062	26628	28961	31669	32962	49848	52195	55298	57864	60728	63701
2153	5381	8415	11666	14808	18070	21469	24070	26665	28999	31677	32962	49848	52195	55298	57864	60728	63701
2173	5369	8451	11765	14855	18116	21510	24090	26677	29014	31948	32962	49848	52195	55298	57864	60728	63701
2176	5371	8469	11787	14889	18153	21511	24094	26680	29026	31955	32962	49848	52195	55298	57864	60728	63701
2201	5382	8550	11929	14966	18182	21554	24097	26742	29057	32019	32962	49848	52195	55298	57864	60728	63701
2218	5411	8579	11958	15028	18259	21634	24163	26859	29064	32050	32962	49848	52195	55298	57864	60728	63701
2219	5422	8641	12002	15028	18308	21570	24172	27017	29121	32067	32962	49848	52195	55298	57864	60728	63701
2258	5426	8681	12042	15164	18371	21798	24235	27063	29181	32068	32962	49848	52195	55298	57864	60728	63701
2283	5487	8755	12053	15260	18408	21868	24240	27082	29236	32181	32962	49848	52195	55298	57864	60728	63701
2338	5528	8816	12088	15304	18432	21874	24251	27084	29278	32201	32962	49848	52195	55298	57864	60728	63701
2471	5543	9058	12169	15388	18557	21888	24289	27093	29319	32290	32962	49848	52195	55298	57864	60728	63701
2775	5572	9147	12380	15408	18622	21906	24312	27111	29373	32305	32962	49848	52195	55298	57864	60728	63701
2779	5616	9149	12441	15479	18736	21959	24419	27126	29378	32365	32962	49848	52195	55298	57864	60728	63701

### Serie B zu § 500 Nennwert

2	109	175	266	363	447	453	457	563	715	756	831	885	1303	1325	1438	1456	1481
67	172	224	316	431	450	454	486	628	717	821	856						= 30 Zert.

### Serie C zu § 1000 Nennwert

9	1083	2028	2952	3831	4474	5260	6070	6785	7731	8543	9392	10556	10969	11770	12756	13690	14375
38	1135	2070	3125	3957	4566	5363	6100	6800	7736	8587	9403	10636	11104	11788	12808	13719	
86	1206	2083	3130	3980	4577	5410	6276	6809	7747	8634	9405	10644	11140	11812	12834	13786	
227	1262																